

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1721

3 juillet 2014

SOMMAIRE

21st Century Fox Luxembourg Finance S.à r.l.	82574	Hoxton Hotels S.à r.l.	82566
Arches Investments S.A.	82566	INTERGIN Spf S.A.	82567
Arrigoni Invest S.A.	82565	ITEC International Trade Exhibition Company	82562
BD Events s.à r.l.	82565	Julius Baer SICAV II	82593
Bepinoja S.A.	82570	KCTG LP2 S.à r.l.	82593
Bepinoja S.à r.l.	82570	Lai Fu Cis (Luxembourg) S.A.	82569
BF Holding S.à r.l.	82565	Logitrans Europ S.A.	82564
BHI (GBA) S.A.	82565	LTIC S.A.	82564
BNL International Investments	82566	Luxcrochet S.A.	82604
Danim S.A.	82569	Luximmobilière S.A.	82564
Delfi Asset S.A.	82608	Magellan Equity Investments S.à r.l.	82563
Dolgetta, Marengo & Vertemati	82566	MBSP 1 S.à r.l.	82563
EPIC Fund I Sidecar, SLP	82607	MPC Global Maritime Opportunities S.A., SICAF	82562
Exane Funds 2	82562	My Line S.A.	82564
Fashion Box International S.A.	82567	Nepenthe Insurance Advisory Services s. à r.l.	82564
Finacor Holding S.A.	82562	Palmyre	82563
FinHestia S.à r.l.	82575	Puzzle Sub S.à r.l.	82563
Flint Group S.A.	82567	Trumpet SA	82568
G3F SA	82567	UFG Fund	82568
Global eSports Management S.à r.l.	82584	Valauchan Caisse Auchan Italie S.C.A.	82568
Greenman Investments S.C.A. SICAV-FIS	82593	Vetina International S.A.	82568
Heratum S.A.	82562	Vitruvian II Luxembourg S.à r.l.	82568
Holden Recoveries S.à r.l.	82567	Wisteria Investment Management S.à r.l.	82575
Holgoun International S.à r.l.	82569		
Hotel Rauchstrasse 22 S.à r.l.	82569		

Heratum S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 124.872.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014060740/9.

(140070326) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

Exane Funds 2, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 114.732.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 avril 2014.

Référence de publication: 2014060679/10.

(140070309) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

Finacor Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 33.421.

Les comptes annuels au 30 juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour FINACOR HOLDING S.A.

Référence de publication: 2014060697/10.

(140070043) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

ITEC International Trade Exhibition Company, Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 18-20, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 87.447.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Patrice Le Lann / Joao Luis Da Fonseca Ferreira

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014060765/12.

(140070356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

MPC Global Maritime Opportunities S.A., SICAF, Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement à Capital Fixe.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 130.602.

Der Jahresabschluss vom 31. Dezember 2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Für MPC Global Maritime Opportunities S.A., SICAF

DZ PRIVATBANK S.A.

Référence de publication: 2014060832/13.

(140070475) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

Magellan Equity Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 164.076.

Statuts coordonnés, suite à de l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 7 novembre 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Esch/Alzette, le 11 décembre 2013.

Référence de publication: 2014060808/11.

(140070647) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

MBSP 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 138.201.

Suite au dépôt référence L140063140, un dépôt rectificatif des comptes annuels au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014060820/11.

(140070461) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

Puzzle Sub S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 130.555.

Extrait de la résolution de l'associé unique en date du 23 avril 2014

L'associé unique constate la démission de Madame Pascale Troquet de ses fonctions de gérant de classe B avec effet au 17 avril 2014.

L'associé unique décide de nommer aux fonctions de gérant de classe B Madame Marie-Hedwige EL KHOURY, né le 17 mars 1974 à Kafarabida, Liban, et demeurant professionnellement à L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

Le mandat de gérant de classe B ainsi nommé prendra effet au 17 avril 2014 pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MAZARS ATO

Référence de publication: 2014060869/16.

(140070434) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

Palmyre, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 103.826.

EXTRAIT

En date du 25 avril 2014, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- Acceptation de la démission de M. Wim Rits comme gérant B de la société avec effet immédiat;
- Nomination au poste de gérant B de Mme. Richel van Weij, née le 12 mai 1970 à Marowijne (Suriname) et avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 25 avril 2014.

Référence de publication: 2014060865/16.

(140070343) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

Luximmobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 1, place de Metz.

R.C.S. Luxembourg B 36.028.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014060803/9.

(140070152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

My Line S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8436 Steinfort, 60, rue de Kleinbettingen.

R.C.S. Luxembourg B 159.202.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014060836/9.

(140070267) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

Logitrans Europ S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 88.638.

Les comptes annuels au 30 juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le liquidateur

Référence de publication: 2014060798/10.

(140070041) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

LTIC S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 15, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 144.078.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 24 avril 2014.

Référence de publication: 2014060799/10.

(140070495) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

Nepenthe Insurance Advisory Services s. à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-8373 Hobscheid, 33, rue du Neuort.

R.C.S. Luxembourg B 158.315.

*Extrait du Procès-verbal de la résolution de l'Associé unique de NEPENTHE INSURANCE ADVISORY SERVICES SàRL tenue au
siège social le 07 Avril 2014 à 10 heures*

Résolutions

5. L'Associé unique approuve la nomination du Commissaire aux Comptes à Savoir:

- La société ATWELL, SàRL ayant son siège situé au 17, rue des Jardiniers L-1835 Luxembourg.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée statuant sur les comptes annuels du 31 Décembre 2014.

Tous les points de l'ordre du jour ayant été traités, la séance est levée à 11 heures après signature du présent procès-verbal par les membres du bureau.

Secrétaire / Scrutateur / Président

Référence de publication: 2014060844/16.

(140070181) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

BHI (GBA) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 139.689.

Les comptes annuels au 30 septembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014061082/9.

(140071325) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2014.

BF Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.
R.C.S. Luxembourg B 113.088.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014061081/10.

(140070869) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2014.

Arrigoni Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 52.801.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale Extraordinaire des actionnaires de la Société tenue le 16 octobre 2013

Première Résolution

L'Assemblée Générale révoque Monsieur Patrick GILMONT et Monsieur Philippe VAN INNIS de leurs postes d'administrateurs de la Société avec effet immédiat.

Deuxième Résolution

L'Assemblée Générale décide de nommer Madame Violene ROSATI et Madame Catherine GIORDANO, tous deux résidant professionnellement au 121, avenue de la Faïencerie L-1511 Luxembourg, aux postes d'administrateurs de la Société avec effet immédiat.

Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2019.

Référence de publication: 2014061053/16.

(140071433) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2014.

BD Events s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4959 Bascharage, 54, ZAC Op Zaemer.
R.C.S. Luxembourg B 178.857.

Constatation de cession de parts sociales

Il est porté à la connaissance des tiers que suite à deux conventions de cession de parts sociales du 31/03/2014, signées sous seing privé par le cédant et le cessionnaire et acceptées par la gérance au nom de la société, le capital social de la société BD EVENTS SARL ayant son siège social à L-4959 Bascharage, 54, ZAC Op Zaemer, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 178.857, est désormais réparti comme suit:

ADB LUX SERVICE S.A., immatriculée au RCS Luxembourg B 128.732,	
avec siège social à L-4959 Bascharage, 54, ZAC Op Zaemer	100 parts sociales
Total: cent parts sociales	100 parts sociales

Bascharage, le 31/03/2014.

ADB LUX SERVICE S.A.

Richard Demoulin / Gilles Claude

Administrateur / Administrateur-délégué / Administrateur

Référence de publication: 2014061079/19.

(140070656) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2014.

Hoxton Hotels S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 172.545.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014060742/9.

(140070553) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

Arches Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 54.969.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

ARCHES INVESTMENTS S.A.

Référence de publication: 2014061051/11.

(140070872) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2014.

BNL International Investments, Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 40.924.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

FIDUPAR

1, rue Joseph Hackin

L-1746 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2014061085/14.

(140070425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2014.

Dolgetta, Marengo & Vertemati, Société en nom collectif.

Enseigne commerciale: Madove Senc.

Siège social: L-7320 Steinsel, 37, rue de la Forêt.

R.C.S. Luxembourg B 159.084.

DISSOLUTION

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale du 22 avril 2014

1^{ère} résolution:

La société est dissoute avec effet aujourd'hui.

2^{ème} résolution:

Les associés constatent que les éléments de l'Actif et du Passif de la Société ont fait l'objet d'un partage antérieur au présent de sorte que la Société se trouve entièrement liquidée au droit des parties.

3^{ème} résolution:

Les livres et documents de la société seront conservés pendant une durée de 5 ans au 37 rue de la Forêt L-7320 Steinsel.

L'Orde du jour étant épuisé la séance est levée.

Antonio DOLGETTA / Enrico MARENGO / Paolo VERTEMATI.

Référence de publication: 2014061115/20.

(140070670) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2014.

Fashion Box International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 43.317.

Les comptes au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FASHION BOX INTERNATIONAL S.A.

Référence de publication: 2014060695/10.

(140070462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

G3F SA, Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-5751 Frisange, 16B, rue Robert Schuman.
R.C.S. Luxembourg B 117.842.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014060731/10.

(140070138) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

Flint Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 102.802.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 30 avril 2014.

Référence de publication: 2014060691/10.

(140070413) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

Holden Recoveries S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 11.000,00.

Siège social: L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias.
R.C.S. Luxembourg B 154.622.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour extrait conforme

Christophe Cahuzac

Référence de publication: 2014060736/12.

(140070635) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

INTERGIN Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 47.115.

Le bilan de la société au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014060757/12.

(140070582) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

Trumpet SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.
R.C.S. Luxembourg B 116.554.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014060959/9.

(140070073) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

Vetina International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 103.603.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014060971/9.

(140070112) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

Vitruvian II Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 184.359.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Diekirch, le 30 avril 2014.

Référence de publication: 2014060969/10.

(140070424) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

UFG Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.
R.C.S. Luxembourg B 145.044.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 30 avril 2014.

Référence de publication: 2014060960/10.

(140070813) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

Valauchan Caisse Auchan Italie S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2721 Luxembourg, 5, rue Alphonse Weicker.
R.C.S. Luxembourg B 115.266.

Extraits des résolutions prises lors de l'assemblée générale statutaire tenue exceptionnellement le 22 avril 2014

- Les mandats des membres du Conseil de surveillance, Madame Monique HUYGHE, Monsieur Philippe GRACIA et Monsieur Giuliano STRONATTI sont reconduits pour une durée d'un an et prendront fin lors de l'assemblée générale statutaire devant se tenir en 2015;

- La société PricewaterhouseCoopers, société coopérative, ayant son siège social au 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg est nommée en tant que Réviseur d'entreprises agréé chargé de la revue des comptes au 31 décembre 2014. Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale statutaire devant se tenir en 2015.

Certifié sincère et conforme

VALAUCHAN CAISSE AUCHAN ITALIE S.C.A.

Référence de publication: 2014060970/16.

(140070245) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

Holgoun International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 165.478.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

POUR HOLGOUN INTERNATIONAL SARL

Référence de publication: 2014060741/10.

(140070377) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

Hotel Rauchstrasse 22 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 6.500.000,00.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 56, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 134.131.

Le bilan consolidé de la société Pestana Luxembourg S.A., maison mère de la société Hotel Rauchstrasse 22 S.à r.l., au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014060737/12.

(140070446) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

Lai Fu Cis (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 46.193.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 janvier 2014.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2014060794/12.

(140070375) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

Danim S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 132.202.

Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique du 14 mars 2014

- L'Actionnaire unique ratifie la cooptation en tant qu'administrateur de Madame Fleur Ouzilou, employée privée, avec adresse professionnelle 40, Avenue Monterey à L-2163 Luxembourg. Son mandat se terminera lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2014.

- L'Actionnaire unique renouvelle les mandats d'administrateur de Monsieur Cyrille Vallée, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, et de Monsieur Jérémie Lequeux, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, ainsi que le mandat de commissaire aux comptes de CO-VENTURES S.A., ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg. Ces mandats se termineront lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2014.

Luxembourg, le 14 mars 2014.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014061117/20.

(140070990) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2014.

**Bepinoja S.A., Société Anonyme,
(anc. Bepinoja S.à r.l.).**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.
R.C.S. Luxembourg B 100.625.

L'an deux mille quatorze, le treize mars.

Pardevant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

1.- Madame Béatrice THILL-LEGILLE, gérante de société, née à Luxembourg, le 25 septembre 1957, demeurant à 4, rue des Cerisiers, L-1322 Luxembourg;

2.- Monsieur Olivier Thill, juriste, né à Luxembourg, le 3 octobre 1982, demeurant à 4, rue des Cerisiers, L-1322 Luxembourg (ancienne adresse: 2, allée des Closeaux, F-78860 Saint-Nom-La-Bretèche);

3.- Monsieur Jean-François Thill, employé, né à Paris (France), le 5 avril 1986, demeurant 20, rue Parmentier, F-92200 Neuilly s/Seine;

4.- Madame Nathalie Thill, employée, née à Arlon (Belgique), le 2 avril 1978, demeurant au 29, rue des Vinaigriers, F-75010 Paris (France);

5.- Monsieur Pierre-Sébastien Thill, avocat, né à Luxembourg, le 1^{er} avril 1956, demeurant à 20, rue Parmentier, F-92200 Neuilly s/ Seine;

Tous ici représentés par Monsieur François MANTI, employé privé, demeurant professionnellement à L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix,

en vertu de cinq procurations données en février 2014.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- Les comparants sont les seuls associés de la société à responsabilité limitée existant sous la dénomination de «BEPINOJA S.à r.l.», R.C.B. Numéro B100625, ayant son siège social à L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix, constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem en date du 27 avril 2004, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations Numéro 671 du 1^{er} juillet 2004.

- Le capital social de la société est fixé à quatre cent cinquante mille (450.000.-) Euros, représenté par neuf cents (900) parts sociales d'une valeur nominale de cinq cents (500.-) Euros chacune, toutes intégralement souscrites et entièrement libérées.

- L'ordre du jour est conçu comme suit:

1. constatation du changement des adresses des associés Béatrice THILL-LEGILLE et Olivier THILL;

2. approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013 et affectation du résultat de l'exercice clôturé au 31 décembre 2013 avec décharge aux gérants;

3. Suppression de la valeur nominale des parts sociales représentatives du capital social de manière à ce que dorénavant le capital social de la société s'élevant à quatre cent cinquante mille Euros (EUR 450.000.-) sera représenté par neuf cents (900) parts sociales sans désignation de valeur nominale.

4. Réduction du capital social d'un montant de quatre cent cinquante mille (EUR 450.000.-), pour le ramener de son montant actuel de quatre cent cinquante mille (450.000.-) Euros à zéro, par annulation des neuf cents (900) parts sociales sans désignation de valeur nominale, représentatives du capital social, afin d'apurer les pertes reportées à due concurrence, dans les conditions de l'article 69 (4) de la loi sur les sociétés.

5. Augmentation du capital social de la société d'un montant de cent cinquante mille Euros (EUR 150.000.-), pour le porter de son montant après réduction à cent cinquante mille Euros (EUR 150.000.-) par la création et l'émission de trois cents (300) nouvelles parts sociales sans désignation de valeur nominale, entièrement souscrites et intégralement libérées en espèces par les associés au prorata de leur participation avant la réduction de capital.

6. Réduction du capital social d'un montant de cent six mille quatre-vingt-dix-huit Euros et trente Eurocent (EUR 106.098,30), pour le ramener de son montant de cent cinquante mille Euros (EUR 150.000.-) à quarante-trois mille neuf cent un Euros soixante-dix Eurocent (EUR 43.901,70), sans annulation de parts sociales, mais par la seule réduction du pair comptable à due concurrence, afin d'apurer les pertes reportées restantes.

7. Modification afférente de l'article 6 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

«Le capital social est fixé à quarante-trois mille neuf cent un Euros soixante-dix Eurocent (EUR 43.901,70), divisé en trois cents (300) parts sociales sans indication de valeur nominale.»

8. transformation de la forme juridique de la société d'une société à responsabilité limitée en société anonyme, sur la base d'une situation comptable au 31 décembre 2013 et sur le vu du rapport d'un réviseur d'entreprises.

9. Modification des statuts suite à la transformation décidée ci-dessus, en vue d'adapter les statuts de la société aux prescriptions légales existantes pour la nouvelle forme juridique de la société suivant projet de statuts en annexe, sans pour autant changer l'objet social.

10. Nomination d'un nouveau conseil d'administration ainsi que d'un commissaire aux comptes.
11. Décharge à conférer aux gérants de la société pour leur mission exercée avant transformation.
12. Divers.

L'assemblée générale a ensuite abordé l'ordre du jour et a pris les résolutions suivantes à l'unanimité des voix:

Première résolution

L'assemblée générale constate que les associés Monsieur Olivier THILL et Madame Béatrice THILL-LEGILLE ont changé de domicile et habitent actuellement à 4, rue des Cerisiers, L-1322 Luxembourg (ancienne adresse: 2, allée des Closeaux, F-78860 Saint-Nom-La-Bretèche).

Deuxième résolution

L'assemblée, après avoir entendu le rapport du gérant unique, approuve les comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2013 tels qu'ils sont présentés par le gérant unique.

Un exemplaire des comptes annuels, après avoir été signé "ne varietur" par les parties et le notaire instrumentant, demeurera annexé au présent acte avec lequel il sera enregistré.

Affectation du résultat

Sur proposition du gérant unique, l'assemblée décide d'affecter la perte de l'exercice de la manière suivante.

La perte de l'exercice clos le 31 décembre 2013, s'élevant à 341.805,78 EUR est affectée aux résultats reportés.

Décharge au gérant unique

L'assemblée donne décharge au gérant unique pour l'exécution de son mandat durant l'exercice clôturé au 31 décembre 2013.

Troisième résolution

L'assemblée décide de supprimer la valeur nominale des 900 (neuf cents) parts sociales représentatives du capital social, de manière à ce que dorénavant le capital social de la société s'élevant à quatre cent cinquante mille Euros (EUR 450.000.-) sera représenté par neuf cents (900) parts sociales sans désignation de valeur nominale.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de réduire le capital social d'un montant de quatre cent cinquante mille Euros (EUR 450.000.-), pour le ramener de son montant actuel de quatre cent cinquante mille (450.000.-) Euros à zéro par annulation des neuf cents (900) parts sociales sans indication de valeur nominale, représentatives du capital social, afin d'apurer les pertes reportées au 31.12.2013 à due concurrence dans les conditions de l'article 69 (4) de la loi sur les sociétés.

La preuve de l'existence de pertes reportées par la société jusqu'à concurrence de EUR 450.0000 (quatre cent cinquante mille euros) a été rapportée au notaire instrumentant par les comptes annuels au 31 décembre 2013 de la société, dûment approuvés ci-avant.

Cinquième résolution

L'assemblée décide d'augmentation du capital social de la société d'un montant de cent cinquante mille Euros (EUR 150.000.-),

pour le porter de son montant après réduction à cent cinquante mille Euros (EUR 150.000.-),

par la création et l'émission de trois cents (300) nouvelles parts sociales sans désignation de valeur nominale, entièrement souscrites et intégralement libérées en espèces par les associés au prorata de leur participation avant la réduction de capital.

Souscription et libération

L'Assemblée prend acte que les trois cents (300) nouvelles parts sociales ont été souscrites comme suit:

1. Béatrice LEGILLE-THILL	60 parts sociales
2. Olivier THILL	60 parts sociales
3. Jean-François THILL	60 parts sociales
4. Nathalie THILL	60 parts sociales
5. Pierre-Sébastien THILL	60 parts sociales
Total:	<u>300 parts sociales</u>

Les trois cents (300) parts sociales nouvelles ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de cent cinquante mille euros (EUR 150.000.-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant par une attestation bancaire.

Sixième résolution

L'assemblée décide de réduire le capital social d'un montant de cent six mille quatre-vingt-dix-huit Euros et trente Eurocent (EUR 106.098,30)

pour le ramener de son montant actuel de cent cinquante mille Euros (EUR 150.000.-) à quarante-trois mille neuf cent un Euros soixante-dix Eurocent (EUR 43.901,70),

sans annulation de parts sociales, mais par la seule réduction du pair comptable des 300 parts sociales représentatives du capital social à due concurrence, afin d'apurer les pertes accumulées restantes à due concurrence, le tout comme dit à la quatrième résolution.

Septième résolution

Suite aux résolutions précédentes, l'assemblée décide de modifier en conséquence l'article 6 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital social est fixé à quarante-trois mille neuf cent un Euros soixante-dix Eurocent (EUR 43.901,70), divisé en trois cents (300) parts sociales sans indication de valeur nominale.»

Huitième résolution

L'assemblée approuve la situation comptable de la société au 31 décembre 2013 et décide de transformer la société à responsabilité limitée "BEPINOJA S.à.r.l." en société anonyme, avec la dénomination "BEPINOJA S.A.", sur la base de la susdite situation comptable et sur le vu d'un rapport d'un réviseur d'entreprises, comme dit ci-après.

Conformément aux articles 26-1 et 31-1 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, le changement de la forme sociale a fait l'objet d'un rapport d'évaluation de la part de Van Cauter-Snauwaert & Co Sàrl, représenté par Monsieur Erik SNAUWAERT, réviseur d'entreprise agréé, en date du 4 mars 2014, lequel rapport sera annexé au présent acte pour être enregistré avec lui. La conclusion de ce rapport est la suivante:

«Sur base de nos diligences telles que décrites ci-dessus, aucun fait n'a été porté à notre attention qui puisse nous faire croire que la valeur nette des actifs et des passifs de la Société, n'est pas au moins égale au capital social souscrit.»

Suite à la transformation de la Société en société anonyme, les actions existantes, leur nombre et la valeur nominale de celles-ci restant inchangées, sont attribuées aux actionnaires en fonction de leur participation dans la société à responsabilité limitée BEPINOJA S.à r.l., convertie comme suit:

6. Béatrice LEGILLE-THILL	60 actions
7. Olivier THILL	60 actions
8. Jean-François THILL	60 actions
9. Nathalie THILL	60 actions
10. Pierre-Sébastien THILL	60 actions
Total:	<u>300 actions</u>

Neuvième résolution

Suite à la résolution qui précède, l'assemblée arrête les statuts de la société anonyme, suivant projet soumis préalablement aux associés et approuvé par eux, sans pour autant changer l'objet social, lesquels statuts se lisent comme suit:

Art. 1^{er}. Il existe une société anonyme sous la dénomination de «BEPINOJA S.A.».

Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg. Il pourra être transféré dans tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale du siège ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la Société est illimitée. La Société pourra être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires, délibérant dans les formes prescrites par la loi pour la modification des statuts.

Art. 2. L'objet principal de la société est la réalisation de toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Généralement la société peut réaliser toute opération financière, commerciale, industrielle, mobilière ou immobilière, prendre toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et faire toutes opérations généralement quelconques de nature à promouvoir et à faciliter directement ou indirectement la réalisation ou l'extension de son objet social.

La société prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent.

Art. 3. Le capital social est fixé à quarante-trois mille neuf cent un Euros soixante-dix Eurocent (EUR 43.901,70), divisé en trois cents (300) actions sans désignation de valeur nominale.

Art. 4. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

Les actions de la Société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La Société pourra procéder au rachat de ses actions au moyen de ses réserves disponibles et en respectant les dispositions de l'article 49-2 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Le capital social de la Société peut être augmenté ou diminué en une ou plusieurs tranches par une décision de l'Assemblée Générale des actionnaires prise en accord avec les dispositions applicables au changement des statuts.

Art. 5. La Société est administrée par un Conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'Assemblée Générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 6. Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social.

Tout ce qui n'est pas réservé à l'Assemblée Générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Le Conseil d'Administration peut désigner son président. En cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou télécopie, étant admis.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopie.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des voix.

Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du Conseil d'Administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'Assemblée Générale.

La Société se trouve engagée soit par la signature conjointe de deux administrateurs soit par la signature individuelle de l'administrateur-délégué dans la limite de ses pouvoirs.

Art. 7. La surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 8. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 9. L'Assemblée Générale annuelle se réunit de plein droit le premier mardi du mois de juin à 10.00 heures à Luxembourg au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 10. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales.

Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour. Le Conseil d'Administration peut décider que pour pouvoir assister à l'Assemblée Générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion.

Tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 11. L'Assemblée Générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société. Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Art. 12. Sous réserve des dispositions de l'article 72-2 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, le Conseil d'Administration est autorisé à procéder à un versement d'acomptes sur dividendes.

Art. 13. La loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales trouvera son application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Disposition transitoire

L'exercice social en cours ayant commencé le 1^{er} janvier 2014 se terminera le 31 décembre 2014.

La première assemblée générale ordinaire aura lieu en 2015.

Dixième résolution

L'associé décide de fixer le nombre des administrateurs à trois (3) et celui des commissaires à un (1).

1) Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:

a.) Madame Béatrice Legille-Thill, gérante de société, née à Luxembourg, le 25 septembre 1957, demeurant à 4, rue des Cerisiers, L-1322 Luxembourg;

b.) Monsieur Olivier Thill, juriste, né à Luxembourg, le 3 octobre 1982, demeurant à 4, rue des Cerisiers, L-1322 Luxembourg;

c.) Monsieur Alexis KAMAROWSKY, directeur de sociétés, né le 10 avril 1947 à Strang Jetzt Bad Rothenfelde, Allemagne, demeurant professionnellement à L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix;

2) Est nommée administrateur-délégué:

Madame Béatrice Legille-Thill, prénommée.

3) Est appelé aux fonctions de commissaire:

LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A., en abrégé INTERCONSULT, établie et ayant son siège social à L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix, inscrit au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B. 40.312.

3.) La durée des mandats des administrateurs, de l'administrateur-délégué et du commissaire iront jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de l'année 2019.

Onzième résolution

L'assemblée générale, suite à la transformation en société anonyme, constate que le mandat de l'ancien gérant unique est échu, elle lui donne décharge pleine pour la mission exercée par ce dernier jusqu'à ce jour et requérera sa radiation au Registre de Commerce.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: F. Manti et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 21 mars 2014. LAC/2014/13239. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur ff. (signée): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 avril 2014.

Référence de publication: 2014060605/246.

(140070367) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

21st Century Fox Luxembourg Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 136.391.

Extrait des résolutions prises par les associées en date du 22 avril 2014

Le siège de la société a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Veuillez prendre note que Messieurs Hugo FROMENT, Jean-Christophe DAUPHIN et Andrew O'SHEA, gérants de catégorie B, résident désormais professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 2 mai 2014.

Pour extrait et avis sincères et conformes

Pour 21st Century Fox Luxembourg Finance S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014061517/16.

(140071085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2014.

FinHestia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 608.300,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 98.039.

—
EXTRAIT

Monsieur Alain Béguin a démissionné avec effet au 1^{er} janvier 2014 de son mandat de représentant permanent de Beech Tree S.A. agissant en tant qu'administrateur de la Société et Madame Mariette Finet, né le 5 novembre 1964 à Paris, France, demeurant professionnellement à 23, avenue de Lamballe, F-75016 Paris, France, a été nommée en tant que représentante permanente de Beech Tree S.A. agissant en tant qu'administrateur de la Société avec effet au 1^{er} janvier 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 avril 2014.

Pour la Société

BEECH TREE S.A / FINVESTAN

A. FLOCHEL / P. Schill

Gérant A / Gérant B

Référence de publication: 2014061538/20.

(140071076) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2014.

Wisteria Investment Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9365 Eppeldorf, 13, Schlappgaass.

R.C.S. Luxembourg B 186.524.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the ninth of April.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

THERE APPEARED:

Cornelia Maria Wilhelmina van den Broek, born on 26 June 1968 in Oosterhout, the Netherlands, residing at 13, Schlappgaass, L-9365 Eppeldorf, Grand Duchy of Luxembourg.

Such appearing party has requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which she wishes to incorporate with the following articles of association:

A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name - Legal Form. There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name "Wisteria Investment Management S.à r.l." (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 The Company may also act as a partner/shareholder with unlimited or limited liability for the debts and obligations of any Luxembourg or foreign entity. The Company may provide all services relating to the incorporation, management, accounting and administration of companies or other enterprises in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

2.5 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in Eppeldorf, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 The Company may redeem its own shares.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal par value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable among shareholders.

7.4 Inter vivos, the shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders at a majority of three quarters of the share capital.

7.5 Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

7.6 In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the surviving shareholders representing three quarters of the rights owned by the surviving shareholders. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse or any other legal heir of the deceased shareholder.

C. Decisions of the shareholders

Art. 8. Collective decisions of the shareholders.

8.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

8.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

8.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

8.4 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the "general meeting of shareholders" shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending

on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 9. General meetings of shareholders. The meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting. If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 10. Quorum and vote.

10.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

10.2 Save for a higher majority provided in these articles of association or by law, collective decisions of the Company's shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital.

Art. 11. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 12. Amendments of the articles of association. Any amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

D. Management

Art. 13. Powers of the sole manager - Composition and powers of the board of managers.

13.1 The Company shall be managed by one or several managers. If the Company has several managers, the managers form a board of managers.

13.2 If the Company is managed by one manager, to the extent applicable and where the term "sole manager" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "board of managers" used in these articles of association is to be construed as a reference to the "sole manager".

13.3 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

Art. 14. Appointment, removal and term of office of managers.

14.1 The manager(s) shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

14.2 The managers shall be appointed and may be removed from office at any time, with or without cause, by a decision of the shareholders representing more than half of the Company's share capital.

Art. 15. Convening meetings of the board of managers.

15.1 The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

15.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

15.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

Art. 16. Conduct of meetings of the board of managers.

16.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

16.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

16.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

16.4 Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. Participation in a meeting by these means is equivalent to participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

16.5 The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers.

16.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. The chairman, if any, shall not have a casting vote.

16.7 The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 17. Minutes of the meeting of the board of managers; Minutes of the decisions of the sole manager.

17.1 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or by any two (2) managers. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any two (2) managers.

17.2 Decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

Art. 18. Dealing with third parties. The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the signature of the sole manager, or, if the Company has several managers, by the joint signature of any two (2) managers, or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the board of managers within the limits of such delegation.

E. Audit and supervision

Art. 19. Auditor(s).

19.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

19.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

19.3 The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

19.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé (s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

19.5 An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 20. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 21. Annual accounts and allocation of profits.

21.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

21.2 Of the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

21.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees to such allocation.

21.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

21.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

Art. 22. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

22.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

22.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 23. Liquidation.

23.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

H. Final clause - Governing law

Art. 24. Governing law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

Transitional provisions

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on 31 December 2014.
2. Interim dividends may be distributed during the Company's first financial year.

Subscription and payment

The twelve thousand five hundred (12,500) shares issued have been subscribed by Cornelia Maria Wilhelmina van den Broek, aforementioned, for the price of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500).

The shares so subscribed have been fully paid up by a contribution in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately 1,500.- Euro.

Resolutions of the shareholders

The incorporating shareholders, representing the entire share capital of the Company and having waived any convening requirements, have passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Company is set at 13, Schlappgaass, L-9365 Eppeldorf, Grand Duchy of Luxembourg.
2. The following person is appointed as sole manager of the Company for an unlimited term:
Cornelia Maria Wilhelmina van den Broek, born in 26 June 1968 in Oosterhout, Netherlands, residing at 13, Schlappgaass, L-9365 Eppeldorf, Grand Duchy of Luxembourg.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a German translation; at the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the German text, the English version shall prevail.

The document having been read to the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said appearing party signed together with the notary the present deed

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Im Jahr Zweitausendvierzehn, am neunten April.

Vor uns, der Maître Henri Hellinckx, Notar mit Amtssitz in Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg,

IST ERSCHIENEN:

Cornelia Maria Wilhelmina van den Broek, geboren am 26. Juni 1968 in Oosterhout, Niederlande, Wohnhaft in 13, Schlappgaass, L-9365 Eppeldorf, Großherzogtum Luxemburg.

Die erschienene Partei hat den amtierenden Notar ersucht, die Gründung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) zu beurkunden, welche sie mit der folgenden Satzung gründen will:

A. Name - Zweck - Dauer - Sitz

Art. 1. Name - Rechtsform. Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen „Wisteria Investment Management S.à r.l.“ (die „Gesellschaft“), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“) und dieser Satzung unterliegt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft.

2.1 Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften, sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form und die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen.

2.2 Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Kredite gewähren oder diese auf jede andere Weise unterstützen.

2.3 Die Gesellschaft kann, außer im Wege eines öffentlichen Angebotes, in jeder Form Gelder aufbringen, insbesondere durch Aufnahme von Darlehen in jeglicher Form oder mittels Ausgabe aller Arten von Anleihen, Wertpapieren oder Schuldtiteln, Schuldverschreibungen und Obligationen und generell jeglicher Form von Schuldscheinen bzw. Wertpapieren.

2.4 Die Gesellschaft kann auch als Gesellschafter/Aktionär für die Schulden und Verpflichtungen jeglicher luxemburgischen und ausländischen Gesellschaft mit unbeschränkter oder beschränkter Haftung handeln. Die Gesellschaft kann jede Dienstleistungen in Beziehung mit der Gründung, Geschäftsführung, Rechnungsführung und Verwaltung von Gesellschaften oder andere Unternehmen in Luxembourg oder ins Ausland erbringen.

2.5 Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher, industrieller und finanzieller Natur, sowie solche, welche geistiges Eigentum oder Grundeigentum betreffen vornehmen, die ihr zur Erreichung dieser Zwecke förderlich erscheinen.

Art. 3. Dauer.

3.1 Die Gesellschaft wird für unbegrenzte Dauer gegründet.

3.2 Sie kann jederzeit und ohne Begründung durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung aufgelöst werden welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird.

Art. 4. Sitz.

4.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in Eppeldorf, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Innerhalb derselben Gemeinde kann der Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Geschäftsführungsrates verlegt werden. Durch Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, kann er in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

4.3 Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch Beschluss des Geschäftsführungsrates im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

4.4 Sollte der Geschäftsführungsrat entscheiden, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz bis zur endgültigen Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz vorübergehender Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500), bestehend aus zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteilen mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil.

5.2 Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile zurückkaufen.

Art. 6. Anteile.

6.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft ist in Anteile mit dem gleichen Nominalwert aufgeteilt.

6.2 Die Anteile der Gesellschaft sind Namensanteile.

6.3 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, wobei deren Anzahl vierzig (40) nicht überschreiten darf.

6.4 Die Gesellschaft wird weder durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, den Konkurs, die Insolvenz oder ein vergleichbares, einen Gesellschafter betreffendes Ereignis, aufgelöst.

Art. 7. Anteilsregister und Übertragung von Anteilen.

7.1 Am Sitz der Gesellschaft wird ein Anteilsregister geführt, welches von jedem Gesellschafter eingesehen werden kann. Dieses Anteilsregister enthält alle vom Gesetz von 1915 vorgeschriebenen Informationen. Auf Ersuchen und auf Kosten des betreffenden Gesellschafters kann die Gesellschaft Zertifikate über die Eintragung ausgeben.

7.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Anteil an. Sofern ein Anteil von mehreren Personen gehalten wird, müssen diese eine einzelne Person benennen, welche sie im Verhältnis zur Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte im Zusammenhang mit einem derartigen Anteil auszusetzen, bis eine Person als Vertreter der Inhaber gegenüber der Gesellschaft bezeichnet worden ist.

7.3 Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern frei übertragbar.

7.4 Inter vivos dürfen die Anteile neuen Gesellschaftern nur vorbehaltlich der Zustimmung von Gesellschaftern mit einer Mehrheit von drei Vierteln des Gesellschaftskapitals übertragen werden.

7.5 Jede Übertragung von Anteilen wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten gemäß Artikel 1690 des Code Civil wirksam, nachdem die Gesellschaft von der Übertragung in Kenntnis gesetzt wurde oder der Übertragung zugestimmt hat.

7.6 Im Todesfall dürfen die Anteile des verstorbenen Gesellschafter an neue Gesellschafter nur mit Zustimmung der überlebenden Gesellschaftern mit einer Mehrheit von drei Vierteln der von Ihnen gehaltenen Rechte übertragen werden. Eine derartige Zustimmung ist nicht erforderlich, wenn die Anteile Eltern, Nachkommen oder dem/der überlebenden Ehepartner/in übertragen werden oder jedem anderen gesetzlichen Erben des verstorbenen Gesellschafter.

C. Entscheidungen der Gesellschafter

Art. 8. Gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter.

8.1 Die Gesellschafterversammlung der Gesellschafter ist mit allen Rechten ausgestattet, welche ihr durch Gesetz und diese Satzung übertragen wurden.

8.2 Jeder Gesellschafter darf unabhängig von der Zahl seiner Anteile an gemeinsamen Entscheidungen teilnehmen.

8.3 Falls und solange die Gesellschaft nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, dürfen gemeinsame Entscheidungen, welche ansonsten der Gesellschafterversammlung der Gesellschafter vorbehalten wären, schriftlich gefasst werden. In diesem Fall erhält jeder Gesellschafter den Text der ausformulierten vorgeschlagenen Beschlüsse und übt sein Stimmrecht schriftlich aus.

8.4 Im Falle eines Alleingesellschafter übt dieser die Befugnisse der Gesellschafterversammlung nach den Vorschriften von Abschnitt XII des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung aus. In diesem Fall ist jeder Bezug auf die „Gesellschafterversammlung“ in der vorliegenden Satzung als Bezug auf den Alleingesellschafter, je nach Zusammenhang und soweit anwendbar, zu verstehen und die Befugnisse der Gesellschafterversammlung werden vom Alleingesellschafter ausgeübt.

Art. 9. Gesellschafterversammlung der Gesellschafter. Die Gesellschafterversammlungen finden an dem Ort und zu der Zeit statt, welcher in der entsprechenden Einberufung genauer bestimmt werden. Falls alle Gesellschafter in einer Versammlung anwesend oder vertreten sind und auf sämtliche Einberufungsformalitäten verzichtet haben, kann die Gesellschafterversammlung auch ohne vorherige Ankündigung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

Art. 10. Quorum und Abstimmung.

10.1 Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Anteile hält.

10.2 Vorbehaltlich anderer gesetzlicher Regelungen oder dieser Satzung, die ein höheres Mehrheitsverhältnis vorsehen, bedürfen gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter der Zustimmung von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals innehaben.

Art. 11. Änderung der Nationalität. Die Gesellschafter können die Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig ändern.

Art. 12. Änderung der Satzung. Eine Änderung der Satzung erfordert die Zustimmung (i) einer Mehrheit der Gesellschafter, die mindestens (ii) eine Mehrheit von drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertritt.

D. Geschäftsführung

Art. 13. Befugnisse des Einzelgeschäftsführers - Zusammensetzung und Befugnisse des Geschäftsführungsrates.

13.1 Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet. Falls die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, bilden diese einen Geschäftsführungsrat.

13.2 Falls die Gesellschaft von einem einzelnen Geschäftsführer geleitet wird und soweit der Begriff „Einzelgeschäftsführer“ nicht ausdrücklich verwendet wird ist jeder Verweis in dieser Satzung auf den „Geschäftsführungsrat“ als Verweis auf den Einzelgeschäftsführer auszulegen.

13.3 Der Geschäftsführungsrat verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehaltenen Befugnisse.

Art. 14. Wahl, Abberufung und Amtszeit von Geschäftsführern.

14.1 Der bzw. die Geschäftsführer werden durch die Gesellschafterversammlung gewählt, welche ihre Bezüge und Amtszeit festlegt.

14.2 Geschäftsführer können jederzeit und ohne Grund durch einen Beschluss von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, gewählt oder abberufen werden.

Art. 15. Einladung zu Sitzungen des Geschäftsführungsrats.

15.1 Der Geschäftsführungsrat versammelt sich auf Einberufung [eines] Mitglieds. Die Geschäftsführungsratssitzungen finden, soweit in der Einladung nichts anderes bestimmt ist, am Sitz der Gesellschaft statt.

15.2 Die Geschäftsführer werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Datum zu jeder Sitzung des Geschäftsführungsrats schriftlich geladen, außer in dringenden Fällen, wobei die Gründe der Dringlichkeit in der Einladung zu bezeichnen sind. Eine solche Einladung kann unterbleiben, wenn alle Geschäftsführer schriftlich, per Fax, E-Mail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels ihre Zustimmung abgegeben haben, wobei eine Kopie einer solchen unterzeichneten Zustimmung ein hinreichender Nachweis ist. Eine Einladung zu Sitzungen des Geschäftsführungsrats ist nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Geschäftsführungsrats bestimmt worden sind, welcher allen Geschäftsführern übermittelt wurde.

15.3 Eine Einladung ist nicht erforderlich, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und diese alle Einladungsvoraussetzungen abbedingen oder im Fall von schriftlichen Umlaufbeschlüssen, wenn alle Mitglieder des Geschäftsführungsrats diesen zugestimmt und diese unterzeichnet haben.

Art. 16. Durchführung von Geschäftsführungsratssitzungen.

16.1 Der Geschäftsführungsrat kann unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden auswählen. Der Geschäftsführungsrat kann auch einen Schriftführer ernennen, der nicht notwendigerweise Mitglied des Geschäftsführungsrats sein muss und der für die Protokollführung der Sitzungen des Geschäftsführungsrats verantwortlich ist.

16.2 Sitzungen des Geschäftsführungsrats werden, falls vorhanden, durch den Vorsitzenden des Geschäftsführungsrats geleitet. In dessen Abwesenheit kann der Geschäftsführungsrat ein anderes Mitglied des Geschäftsführungsrats durch einen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Mitglieder als Vorsitzenden pro tempore ernennen.

16.3 Jedes Mitglied des Geschäftsführungsrats kann an einer Sitzung des Geschäftsführungsrats teilnehmen, indem es ein anderes Mitglied des Geschäftsführungsrats schriftlich, oder durch Fax, per E-Mail oder ein anderes vergleichbares Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung als hinreichender Nachweis dient. Ein Mitglied des Geschäftsführungsrats kann einen oder mehrere, aber nicht alle anderen Geschäftsführer vertreten.

16.4 Eine Sitzung des Geschäftsführungsrats kann auch mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel abgehalten werden, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Sitzung teilzunehmen. Eine Teilnahme an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel ist gleichbedeutend mit einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung und die Sitzung wird als am Sitz der Gesellschaft abgehalten erachtet.

16.5 Der Geschäftsführungsrat kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn zumindest die Mehrheit seiner Mitglieder in der Sitzung anwesend oder vertreten ist.

16.6 Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der an der Sitzung des Geschäftsführungsrats teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Der Vorsitzende des Geschäftsführungsrats, falls vorhanden, hat im Falle von Stimmgleichheit nicht die entscheidende Stimme.

16.7 Der Geschäftsführungsrat kann einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren mittels schriftlicher Zustimmung, per Fax, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel fassen. Die Geschäftsführer können ihre Zustimmung getrennt erteilen, wobei die Gesamtheit aller schriftlichen Zustimmungen die Annahme des betreffenden Beschlusses nachweist. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum eines derart gefassten Beschlusses.

Art. 17. Protokoll von Sitzungen des Geschäftsführungsrats - Protokoll der Entscheidungen des Einzelgeschäftsführers.

17.1 Das Protokoll einer Sitzung des Geschäftsführungsrats wird vom Vorsitzenden des Geschäftsführungsrates (falls vorhanden) oder, im Falle seiner Abwesenheit, falls vorhanden, von dem Vorsitzenden pro tempore und dem Protokollführer oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Kopien oder Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom Vorsitzenden des Geschäftsführungsrates (falls vorhanden), oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet.

17.2 Die Entscheidungen des Einzelgeschäftsführers werden in ein Protokoll aufgenommen, welches vom Einzelgeschäftsführer unterzeichnet wird. Kopien oder Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom Einzelgeschäftsführer unterzeichnet.

Art. 18. Geschäfte mit Dritten. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen durch (i) die Unterschrift des Einzelgeschäftsführers oder, für den Fall, dass die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, durch die gemeinsame Unterschrift von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern, oder durch (ii) die gemeinsame Unterschrift oder die alleinige Unterschrift jedweder Person(en), der/denen eine Unterschriftsbefugnis durch den Geschäftsführungsrat übertragen worden ist, im Rahmen dieser Befugnis wirksam verpflichtet.

E. Aufsicht und Prüfung der Gesellschaft

Art. 19. Rechnungsprüfer/Wirtschaftsprüfer.

19.1 Falls und solange die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, werden die Geschäfte der Gesellschaft durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer beaufsichtigt (commissaire(s)). Die Gesellschafterversammlung ernennt die Rechnungsprüfer und legt ihre Amtszeit fest.

19.2 Ein Rechnungsprüfer kann jederzeit und ohne Grund von der Gesellschafterversammlung abberufen werden.

19.3 Der Rechnungsprüfer hat ein unbeschränktes Recht der permanenten Überprüfung und Kontrolle aller Geschäfte der Gesellschaft.

19.4 Wenn die Gesellschafter im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handels- und Gesellschaftsregister sowie zur Buchhaltung und zum Jahresabschluss von Unternehmen in seiner geänderten Fassung, einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseurs d'entreprise agréé(s)) ernennt, entfällt die Funktion des Rechnungsprüfers.

19.5 Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer darf nur aus berechtigtem Grund oder mit seiner Zustimmung durch die Gesellschafterversammlung abberufen werden.

F. Geschäftsjahr - Jahresabschlussgewinne - Abschlagsdividenden

Art. 20. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 21. Jahresabschluss und Gewinne.

21.1 Am Ende jeden Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen und der Geschäftsführungsrat erstellt im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen ein Inventar der Aktiva und Passiva, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung.

21.2 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung ist nicht mehr verpflichtend, sobald und solange die Gesamtsumme dieser Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

21.3 Durch einen Gesellschafter erbrachte Einlagen in Rücklagen können mit Zustimmung dieses Gesellschafters ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden.

21.4 Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals kann die gesetzliche Rücklage entsprechend herabgesetzt werden, so dass diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals nicht übersteigt.

21.5 Auf Vorschlag des Geschäftsführungsrates bestimmt die Gesellschafterversammlung im Einklang mit dem Gesetz von 1915 und den Bestimmungen dieser Satzung, wie der verbleibende Bilanzgewinn der Gesellschaft verwendet werden soll.

Art. 22. Abschlagsdividenden - Agio und andere Kapitalreserven.

22.1 Der Geschäftsführungsrat kann Abschlagsdividenden auf Grundlage von Zwischenabschlüssen zahlen, welche vom Geschäftsführungsrat vorbereitet wurden und belegen, dass ausreichende Mittel für eine Abschlagsdividende zur Verfügung stehen. Der ausschüttbare Betrag darf nicht die Summe der seit dem Ende des vergangenen Geschäftsjahres angefallenen Gewinne, gegebenenfalls erhöht durch vorgetragene Gewinne und ausschüttbare Rücklagen, beziehungsweise vermindert durch vorgetragene Verluste oder Summen, die nach dieser Satzung oder dem Gesetz von 1915 einer Rücklage zugeführt werden müssen, übersteigen.

22.2 Das Agio, andere Kapitalreserven und andere ausschüttbare Rücklagen können, im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und den Regelungen dieser Satzung, frei an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

G. Liquidation

Art. 23. Liquidation.

23.1 Im Falle der Auflösung der Gesellschaft im Einklang mit Artikel 3.2 dieser Satzung wird die Abwicklung durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren bestimmt. Soweit nichts anderes bestimmt wird haben die Liquidatoren die weitestgehenden Rechte für die Verwertung der Vermögenswerte und die Tilgung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

H. Schlussbestimmungen - Anwendbares Recht

Art. 24. Anwendbares Recht. Für alle in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten gelten die Regelungen des Gesetzes von 1915.

Übergangsbestimmungen

1. Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet an den 31. Dezember 2014.

2. Abschlagsdividenden können auch während des ersten Geschäftsjahres der Gesellschaft ausgeschüttet werden.

Zeichnung und Zahlung

Die zwölftausendfünfhundert (12.500) ausgegebene Anteile wurden durch Cornelia Maria Wilhelmina van den Broek zum Preis von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) gezeichnet.

Die Einlage für so gezeichnete Anteile wurde vollständig in bar erbracht, so dass der Gesellschaft ein Betrag in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) zur Verfügung steht, was dem unterzeichnenden Notar nachgewiesen wurde.

Auslagen

Die der Gesellschaft aufgrund oder im Zusammenhang mit der Gründung entstandenen Kosten, Gebühren, Honorare und Auslagen werden auf 1.500.- Euro geschätzt.

Beschlüsse der Gesellschafter

Die Gründer, welche das gesamte Gesellschaftskapital repräsentieren und welche auf eine formelle Einberufungsbesanntmachung verzichten, haben folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft ist in 13, Schlappgaass, L-9365 Eppeldorf, Großherzogtum Luxemburg.
2. Die folgende Person wird für unbegrenzte Zeit als Geschäftsführer der Gesellschaft ernannt:

Cornelia Maria Wilhelmina van den Broek, geboren am 26. Juni 1968 in Oosterhout, Niederlande, Wohnhaft in 13, Schlappgaass, L-9365 Eppeldorf, Großherzogtum Luxemburg.

Worüber diese notarielle Urkunde in Luxemburg zum eingangs erwähnten, Datum aufgenommen wurde.

Der beurkundende Notar, welcher die englische Sprache beherrscht, erklärt hiermit auf Ersuchen der erschienenen Partei, dass die Urkunde auf Anfrage der erschienenen Parteien auf Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Auf Ersuchen derselben erschienenen Parteien und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, soll die englische Fassung vorrangig sein.

Nachdem das Dokument der erschienenen Partei vorgelesen wurde, welche dem Notar mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt ist, hat die Partei die Urkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: C. M. W. VAN DEN BROEK und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 17 avril 2014. Relation: LAC/2014/18268. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 29. April 2014.

Référence de publication: 2014060488/492.

(140069526) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2014.

Global eSports Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 186.549.

— STATUTES

In the year two thousand fourteen, on the seventeenth day of the month of April,

Before Maître Henri HELLINCKX, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

Azubu Holdings Luxembourg S.à r.l., incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, in progress of being registered with the Luxembourg Trade and Companies Register, represented by Me Bob Scharfe, avocat à la Cour, professionally residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, pursuant to a proxy dated 17 April 2014 which shall be registered with the present deed.

The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of association of a limited liability company Global eSports Management S.à r.l. (société à responsabilité limitée) which is hereby established as follows:

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Global eSports Management S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing parties and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company is the acquisition, holding, management and disposal of participations and any interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other business entities, enterprises or investments, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes, certificates of deposits and any other securities or financial instruments of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio.

The Company may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise and may invest in any way and in any type of assets. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds, notes and debentures or any kind of debt or equity securities.

The Company may lend funds including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind, to its subsidiaries, affiliated companies or any other company or entity as it deems fit.

The Company may give guarantees and grant securities to any party for its own obligations and undertakings as well as for the obligations of any company or other enterprise in which the Company has an interest or which forms part of the group of companies to which the Company belongs or any other company or entity as it deems fit and generally for its own benefit or such entities' benefit.

In a general fashion it may grant assistance in any way to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs or any other company or entity as it deems fit, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The Company may generally employ any techniques and instruments relating to or with respect to any of its investments for the purposes of efficient management, including without limitation techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

Finally, the Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purpose and may invest directly or indirectly in real estate, in intellectual property rights, or in any other movable or immovable property of any kind.

Art. 3. Duration. The Company is established for an undetermined period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euro (€ 12,500) divided into twelve thousand five hundred (12,500) shares with a par value of one euro (€ 1) each.

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association. The Company may, to the extent and under the terms permitted by law, acquire its own shares.

Any available share premium or other available reserves shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy five percent of the Company's capital.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who do not need to be shareholders. In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers (conseil de gérance) appointed as a collegiate body by the general meeting of shareholders.

The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two different classes, namely class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant meeting and the managers be identified with respect to the class they belong to.

Managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers, the term of their mandates and their remuneration (if any). If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

Art. 8. Board of Managers Proceeding. The board of managers may elect a chairman.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Meetings of the board of managers shall be called by the Chairman of the board of managers or any vice chairman or any board member. Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers one (1) business day at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be set forth in the minutes of the written notice. The prior notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, e-mail or facsimile, or any other similar means of communication (including, but not limited to, by word of mouth) or if all managers are present or represented at the relevant meeting. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented. Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company present or represented, provided that in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) such majority shall include at least one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation).

The deliberations of the board of managers shall be recorded in the minutes, which shall be signed by any two managers (provided however that in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers), the minutes shall be signed by one class A manager and one class B manager).

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile, e-mail or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Board resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

Art. 9. Management Powers, Binding signature. The sole manager or as the case may be the board of managers is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of association to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be the board of managers. Vis-à-vis third parties the sole manager or as the case may be the board of managers has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company not reserved by law or the articles of association to the general meeting and as provided herein.

The Company will be bound by the sole signature of the sole manager in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of any of the managers, provided however that in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) the Company will only be validly bound by the joint signatures of one class A manager and one class B manager (including by way of representation). In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons (ad hoc agent(s)) to whom such signatory powers shall have been delegated by the board of managers, by any one of the managers or, in the event of classes of managers, by one class A and one class B manager acting together (including by way of representation).

The sole manager or as the case may be the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

Art. 10. Liability of Managers. The manager(s) is/are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agent(s) of the Company, he/they is/are responsible for the performance of his/their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) Against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) With respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) In the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including managers and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this Article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or manager, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this Article.

Art. 11. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable telecommunication means another person who does not need to be shareholder.

Art. 12. Shareholder Meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented, (ii) however, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

In case and for as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, an annual general meeting shall be held on the third Thursday of April at 11:00 a.m. (local time) of each year. If such day is not a business day in Luxembourg, the meeting shall be held on the immediately following business day.

Art. 13. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year save for the first accounting year which shall commence on the day of incorporation and end on 31st December 2014.

Art. 14. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 15. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium or other available reserves accounts may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or, as the case may be, the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

Art. 16. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

When the liquidation of the Company is closed, the liquidation proceeds of the Company will be allocated to the shareholders proportionally to the shares they hold.

Art. 17. Sole Shareholder. If, and as long as, one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 18. Applicable law. For anything not dealt within the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid-up the twelve thousand five hundred (12,500) shares for a subscription price of twelve thousand five hundred Euro (€ 12,500).

The shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of twelve thousand five hundred Euro (€ 12,500) is available to the Company. Evidence of the payment of the subscription price has been given to the undersigned notary.

Expenses, Valuation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,500,-.

Extraordinary general meeting

The sole shareholder of the Company has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at:

412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg

2. The following persons are appointed managers of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company, each such signature power as set forth in the articles of association:

- Ms. Theresa TSANG, residing at Flat B, 19/F., Block 4, Maywood Court, Kingswood Villas, Tin Shui Wai, N.T., Hong Kong, born on 10 November 1951 in Hong Kong; Class A Manager;

- Mr. Jean Barret, residing professionally at 412 F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, born on 11 August 1986 in Vichy (France), Class B Manager;

- Mr. Diogo Alves De Oliveira, residing professionally at 412 F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, born on 14 March 1983 in Macieira de Cambra-Vale de Cambra (Portugal), Class B Manager.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this deed.

The deed having been read to the appearing persons, who requested that the deed should be documented in the English language, the said appearing persons signed the present original deed together with us, the Notary, having personal knowledge of the English language.

The present deed, worded in English, is followed by a translation into French. In case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le dix-sept avril.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

Azubu Holdings Luxembourg S.à r.l., constituée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, étant actuellement en cours d'être enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg,

représentée par Me Bob Scharfe, avocat à la Cour, maître en droit, demeurant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 17 avril 2014, laquelle sera enregistrée avec le présent acte.

La/Les partie(s) comparante(s), agissant ès-qualités, a/ont requis le notaire soussigné d'arrêter les statuts d'une société à responsabilité limitée Global eSports Management S.à r.l. qui est constituée par les présentes comme suit:

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est formé par la partie comparante et toutes les personnes qui deviendront par la suite associés, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «Global eSports Management S.à r.l.» (la «Société»). La Société sera régie par les présents statuts et les dispositions légales afférentes.

Objet. La Société a pour objet l'acquisition, la détention, la gestion et la disposition de participations et de tout intérêt, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères ou autres entités commerciales,

entreprises ou investissements, l'acquisition par l'achat, la souscription, ou par tout autre moyen, de même que le transfert par la vente, l'échange ou autrement d'actions, d'obligations, de certificats de créance, de titres obligataires, de certificats de dépôt et d'autres titres ou instruments financiers de quelque nature que ce soit, ainsi que la détention, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La Société peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise et peut investir de quelque manière que ce soit et dans tous types d'avoirs. La Société peut également détenir des intérêts dans des sociétés de personnes et exercer ses activités par l'intermédiaire de succursales luxembourgeoises ou étrangères.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder par voie de placement privé à l'émission d'obligations, de titres obligataires et de certificats de créance ou de titres de créance ou de participation de quelque nature que ce soit.

La Société peut prêter des fonds, y compris et ce, sans limitation, ceux résultant d'emprunts de la Société ou de l'émission de tout titre de participation ou de créance de quelque nature que ce soit, à ses filiales, sociétés affiliées ou toute autre société ou entité qu'elle juge appropriée.

La Société peut donner des garanties et accorder des sûretés à tout tiers pour ses propres obligations et engagements ainsi que pour les obligations de toute société ou autre entreprise dans laquelle la Société a un intérêt ou qui fait partie du groupe de sociétés auquel la Société appartient ou toute autre société ou entité qu'elle juge appropriée et généralement pour son propre profit ou au profit de cette entité.

D'une manière générale, elle peut prêter assistance de quelque manière que ce soit à des sociétés ou autres entreprises dans lesquelles la Société a un intérêt ou qui font partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société ou à toute autre société ou entité que la Société juge appropriée, prendre des mesures de contrôle et de surveillance et effectuer toute opération qu'elle pourrait juger utile à l'accomplissement et au développement de ses objets.

De manière générale, la Société peut avoir recours à toute technique et tout instrument en rapport avec l'un de ses investissements en vue d'une gestion efficace, y compris et ce, de manière non limitative, aux techniques et instruments conçus pour protéger la Société des risques de crédit, de taux de change, de taux d'intérêt et de tout autre risque.

Enfin, la Société peut effectuer toute opération commerciale, technique, financière ou autre, liée directement ou indirectement, dans tous les domaines, afin de faciliter la réalisation de son objet et elle peut investir directement ou indirectement dans l'immobilier, les droits de propriété intellectuelle ou tout autre bien mobilier ou immobilier de quelque nature que ce soit.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant selon les modalités prévues en cas de modification des statuts.

L'adresse du siège social peut être transférée à l'intérieur de la commune par décision du gérant ou, le cas échéant, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales, tant au Luxembourg et qu'à l'étranger.

Dans le cas où le gérant ou, le cas échéant, le conseil de gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre les activités normale de la Société au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, ont eu lieu ou sont sur le point d'avoir lieu, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert provisoire de son siège social, demeurera une société luxembourgeoise. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance des parties intéressées par le gérant ou, le cas échéant, le conseil de gérance.

Art. 5. Capital social. Le capital social émis de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500 €) divisé en douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (1 €) chacune.

Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution adoptée par les associés selon les modalités requises pour la modification des présents statuts. La Société peut, dans la mesure où la loi le permet, procéder au rachat de ses propres parts sociales.

Toute prime d'émission disponible ou autre réserve disponible sera distribuable.

Art. 6. Transfert de parts sociales. Les parts sociales sont librement transférables entre associés. Sauf disposition contraire de la loi, le transfert de parts sociales à des non associés est soumis à l'agrément des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent du capital de la Société.

Art. 7. Gérance de la Société. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non. En cas de pluralité de gérants, ceux-ci constituent un conseil de gérance nommé en tant qu'organe collégial par l'assemblée générale des associés.

L'assemblée générale des associés peut décider de nommer des gérants de deux classes différentes, à savoir des gérants de classe A et des gérants de classe B. Une telle classification de gérants doit être dûment enregistrée dans le procès-verbal de l'assemblée concernée et les gérants doivent être identifiés en fonction de la classe à laquelle ils appartiennent.

Les gérants sont nommés et révoqués par l'assemblée générale des associés, qui statue à la majorité simple et qui détermine leurs pouvoirs, la durée de leur mandat et leur rémunération (le cas échéant). Si aucune durée n'est indiquée, les gérants sont nommés pour une période indéterminée. Les gérants sont rééligibles mais leur nomination est également révocable avec ou sans motif (ad nutum) et ce, à tout moment.

Art. 8. Procédure du Conseil de Gérance. Le conseil de gérance peut élire un président.

Tout gérant peut participer à toute réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par d'autres moyens similaires de communication permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les unes les autres et de communiquer entre elles. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à une réunion ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne à cette réunion ou à la tenue en personne de cette réunion. Les gérants peuvent être représentés aux réunions du conseil par un autre gérant et ce, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter.

Les réunions du conseil de gérance seront fixées par le Président du conseil de gérance ou tout vice-président ou tout membre du conseil. Un avis de convocation écrit doit être remis aux gérants au moins un (1) jour ouvrable avant la date prévue de la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il peut toutefois être passé outre à cet avis de convocation si chaque gérant donne son assentiment par écrit, par câble, télégramme, télex, courriel ou télécopie, ou par tout autre moyen similaire de communication (y compris et ce, de manière non limitative, de façon verbale) ou si tous les gérants sont présents ou représentés à la réunion en question. Il n'est pas obligatoire de remettre un avis de convocation spécial pour toute réunion du conseil devant se tenir à une heure et un lieu déterminés dans une résolution adoptée préalablement par le conseil de gérance.

Le conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité des gérants est présente ou représentée. Les décisions du conseil de gérance sont valablement prises avec l'accord de la majorité des gérants de la Société présents ou représentés, étant entendu que, dans le cas où l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants (à savoir des gérants de classe A et des gérants de classe B), une telle majorité devra comprendre au moins un (1) gérant de classe A et un (1) gérant de classe B (y compris par voie de représentation).

Les délibérations du conseil de gérance seront enregistrées dans le procès-verbal de réunion, lequel sera signé par deux gérants (étant toutefois entendu que, dans le cas où l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants (à savoir des gérants de classe A et des gérants de classe B), le procès-verbal devra être signé par un gérant de classe A et un gérant de classe B).

Le conseil de gérance peut également et ce, à l'unanimité, adopter des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par câble, télécopie, courriel ou tout autre moyen similaire de communication. L'ensemble constituera les documents circulaires dûment signés faisant foi de la résolution intervenue. Les résolutions du conseil, y compris celles prises par voie circulaire, seront certifiées comme faisant foi ou un extrait de celles-ci pourra être émis sous la signature individuelle de chaque gérant.

Art. 9. Pouvoirs de gestion, signatures autorisées. Le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance est doté des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires de la Société et pour autoriser et/ou exécuter tous les actes de disposition et d'administration relevant de l'objet de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou par les statuts à l'assemblée générale relèveront de la compétence du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance. À l'égard des tiers, le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance dispose des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances pour le compte de la Société ainsi que pour effectuer, autoriser et approuver tous les actes et toutes les opérations qui se rapportent à la Société et ne sont pas réservés par la loi ou les statuts à l'assemblée générale et conformément aux dispositions des présents statuts.

La Société sera engagée par la signature individuelle du gérant unique en cas de gérant unique ou, dans le cas d'un conseil de gérance, par la signature individuelle d'un des gérants, étant toutefois entendu que, dans le cas où l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants (à savoir des gérants de classe A et des gérants de classe B), la Société ne sera valablement engagée que par les signatures conjointes d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B (y compris par voie de représentation). Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la signature individuelle de toute(s) personne(s) (représentant(s) ad hoc) à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil de gérance, par l'un des gérants ou, s'il existe différentes classes de gérants, par un gérant de classe A et un gérant de classe B agissant de concert (y compris par voie de représentation).

Le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance déterminera les responsabilités et la rémunération (le cas échéant) de ce représentant, la durée de la période de représentation ainsi que toutes les autres conditions pertinentes de sa représentation.

Art. 10. Responsabilité des gérants. Le(s) gérant(s) n'est/ne sont pas tenu(s) personnellement responsable(s) des dettes de la Société. En tant que représentant(s) de la Société, il(s) est/sont responsable(s) de l'exécution de ses/leurs obligations.

Sous réserve des exceptions et limitations énumérées ci-dessous, toute personne qui est, ou a été, gérant ou délégué de la Société, sera, dans la mesure la plus large permise par la loi, indemnisée par la Société pour toute responsabilité encourue et pour toutes dépenses raisonnables contractées ou payées par elle dans le cadre d'une demande, action, poursuite ou procédure dans laquelle elle est impliquée en tant que partie ou autrement en vertu de son mandat présent ou passé de gérant ou délégué et pour les sommes payées ou engagées par elle dans le cadre de leur règlement. Les

termes «demande», «action», «poursuite» ou «procédure» s'appliqueront à toutes les demandes, actions, poursuites ou procédures (civiles, pénales ou autres, y compris les procédures d'appel) actuelles ou éventuelles et les termes «responsabilité» et «dépenses» comprendront et ce, de manière non limitative, les honoraires d'avocats, frais, jugements, montants payés dans le cadre d'une transaction et toutes autres responsabilités.

Aucune indemnisation ne sera due à un gérant ou délégué:

(i) en cas de mise en cause de sa responsabilité vis-à-vis de la Société ou de ses associés en raison d'un abus de pouvoir, de mauvaise foi, de négligence grave ou d'imprudence dans l'exécution des obligations découlant de sa fonction;

(ii) dans le cadre d'une affaire dans laquelle il serait finalement condamné pour avoir agi de mauvaise foi et non dans l'intérêt de la Société; ou

(iii) en cas de transaction, à moins que celle-ci n'ait été approuvée par une juridiction compétente ou par le conseil de gérance.

Le droit à indemnisation prévu par les présentes est divisible, n'affectera aucun autre droit dont un gérant ou délégué peut bénéficier actuellement ou ultérieurement, subsistera à l'égard de toute personne ayant cessé d'être gérant ou délégué et bénéficiera aux héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de cette personne. Les dispositions des présentes n'affecteront aucun droit à indemnisation dont pourrait bénéficier le personnel de la Société, y compris les gérants et délégués, en vertu d'un contrat ou autrement en vertu de la loi.

Les dépenses relatives à la préparation et la représentation d'une défense dans le cadre de toute demande, action, poursuite ou procédure de la nature décrite dans le présent article, seront avancées par la Société avant toute décision définitive sur la question de savoir qui supportera ces dépenses, moyennant l'engagement par ou pour le compte du dirigeant ou délégué de rembourser ce montant s'il est finalement déterminé qu'il n'a pas droit à une indemnisation aux termes du présent article.

Art. 11. Droits de vote des associés. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il dispose d'un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées des associés par l'intermédiaire d'un porteur de procuration spéciale en nommant par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, voie électronique ou tout autre moyen approprié de télécommunication, une autre personne qui ne doit pas être associé.

Art. 12. Assemblées générales. Les décisions des associés sont prises dans les formes et aux majorités prévues par la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales, par écrit (dans la mesure où la loi le permet) ou lors de l'assemblée. Toute assemblée des associés de la Société régulièrement constituée ou toute résolution écrite valable (le cas échéant) représente l'ensemble des associés de la Société.

Les assemblées seront convoquées par un avis de convocation envoyé par lettre recommandée aux associés à leur adresse figurant dans le registre des associés tenu par la Société, au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée. Si l'intégralité du capital social de la Société est représentée à une assemblée, l'assemblée peut être tenue sans convocation préalable.

Dans le cas de résolutions écrites, le texte de ces résolutions doit être envoyé aux associés à leur adresse inscrite dans le registre des associés tenu par la Société au moins huit (8) jours avant la date effective proposée des résolutions. Les résolutions prendront effet après approbation de la majorité tel que prévu par la loi en matière de décisions collectives (ou sous réserve du respect des conditions de majorité, à la date y précisée). Une résolution écrite unanime peut être adoptée à tout moment et ce, sans convocation préalable.

Sauf disposition contraire de la loi, (i) les décisions de l'assemblée générale seront valablement adoptées si elles sont approuvées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première assemblée ou lors de la première résolution écrite, les associés seront convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées à la majorité des voix exprimées, quelle que soit la portion du capital représentée, (ii) cependant, des décisions portant sur la modification des statuts sont prises par (x) la majorité des associés (y) représentant au moins trois quarts du capital social émis et (iii) les décisions portant sur le changement de nationalité de la Société seront prises par les associés représentant cent pour cent (100%) du capital social émis.

Lorsque et aussi longtemps que la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés, une assemblée générale annuelle sera tenue le troisième Jeudi du mois de Avril à 11 heures (heure locale) de chaque année. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable au Luxembourg, l'assemblée sera tenue le jour ouvrable suivant.

Art. 13. Exercice social. L'exercice social commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année, sauf pour le premier exercice social qui commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2014.

Art. 14. Comptes annuels. Chaque année, à la fin de l'exercice social, le gérant ou, le cas échéant, le conseil de gérance établit les comptes annuels.

Les comptes annuels sont mis à la disposition des associés au siège social de la Société.

Art. 15. Distributions. Il est prélevé, sur les bénéfices nets, cinq pour cent (5%) affecté à la constitution d'une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société.

Le solde peut être distribué aux associés sur décision de l'assemblée générale des associés.

La prime d'émission ou d'autres réserves disponibles peuvent être distribuées aux associés sur décision de l'assemblée générale des associés. L'assemblée générale des associés peut décider d'allouer tout montant de la prime d'émission à la réserve légale.

Les associés peuvent décider de verser des acomptes sur dividendes sur la base d'un état comptable préparé par le gérant ou, le cas échéant, le conseil de gérance, duquel il apparaît que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des résultats réalisés depuis la fin du dernier exercice comptable augmenté des bénéfices reportés ainsi que des réserves et primes distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve en vertu de la loi.

Art. 16. Dissolution. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Lorsque la liquidation de la Société est clôturée, le produit de la liquidation de la Société sera distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales qu'ils détiennent.

Art. 17. Associé unique. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales de la Société entre ses seules mains, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales; dans ce cas, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont applicables.

Art. 18. Loi applicable. Pour toutes les matières qui ne sont pas réglées par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Les statuts de la Société ayant été ainsi établis par la partie comparante, la partie comparante a souscrit et intégralement payé les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales pour un prix de souscription de douze mille cinq cents euros (12.500 EUR).

Les parts sociales ainsi souscrites sont intégralement payées en numéraire de sorte que le montant de douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) est à la disposition de la Société. La preuve du paiement du prix de souscription a été donnée au notaire soussigné.

Dépenses, Évaluation

Les dépenses, frais, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incomberont à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ EUR 1.500,-

Assemblée générale extraordinaire

L'associé unique de la Société a immédiatement pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est fixé au:

412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg

2. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée sous réserve des statuts de la Société, chacune avec le pouvoir de signature indiqué dans les statuts:

- Madame Theresa TSANG, avec résidence privée à Flat B, 19/F., Block 4, Maywood Court, Kingswood Villas, Tin Shui Wai, N.T., Hong Kong, née le 10 novembre 1951 à Hong Kong, Gérant de classe A;

- Monsieur Jean Barret, avec résidence professionnelle à 412 F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, né le 11 août 1986 à Vichy (France), Gérant de classe B;

- Monsieur Diogo Alves De Oliveira, avec résidence professionnelle à 412 F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, né le 14 Mars 1983 à Macieira de Cambra - Vale de Cambra (Portugal), Gérant de classe B.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture de l'acte aux personnes comparantes, qui ont requis que l'acte soit rédigé en langue anglaise, lesdites personnes comparantes ont signé le présent acte original avec Nous, notaire, qui avons une connaissance personnelle de la langue anglaise.

Le présent acte, rédigé en anglais, est suivi d'une traduction en langue française.

En cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Signé: B. SCHARFE et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 24 avril 2014. Relation: LAC/2014/19067. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 30 avril 2014.

Référence de publication: 2014060711/475.

(140070372) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

KCTG LP2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 143.034.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 7 novembre 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Esch/Alzette, le 11 décembre 2013.

Référence de publication: 2014060776/11.

(140070408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

Julius Baer SICAV II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 25, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 121.992.

Der Verwaltungsrat der JULIUS BAER SICAV II hat am 27. März 2014 in seiner Verwaltungsratssitzung beschlossen, Herrn Dirk SPIEGEL, beruflich ansässig Hardstrasse 201, CH-8005 Zürich als neues Mitglied des Verwaltungsrats bis zur nächsten ordentlichen Generalversammlung im Jahr 2014 zu kooptieren.

Der Verwaltungsrat setzt sich somit wie folgt zusammen:

Herr Freddy BRAUSCH, 35, Avenue J. F. Kennedy, L - 1855 Luxembourg

Herr Andrew HANGES, 12, St. James's Place, GB - SW1A 1NX London

Herr Martin JUFER, Hardstrasse 201, CH - 8005 Zürich

Herr Jean-Michel LOEHR, 15, Parc Lesigny, L-5753 Frisange.

Herr Dirk SPIEGEL, Hardstrasse 201, CH - 8005 Zürich

Für JULIUS BAER SICAV II

Société d'Investissement à Capital Variable

RBC Investor Services Bank S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2014061235/20.

(140070860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2014.

Greenman Investments S.C.A. SICAV-FIS, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2341 Luxembourg, 5, rue du Plébiscite.
R.C.S. Luxembourg B 186.533.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the fourth of April;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned,

THERE APPEARED:

1. Greenman Investments Partners S.à r.l., a private limited liability company incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 5, rue du Plébiscite, L-2341 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated on 4 of April 2014 and currently in the process of registration with the Luxembourg Trade and Companies Register,

here represented by Maître Patrick GOEBEL, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal (the General Partner);

2. Premier Benchmark Property Limited, a private company limited by shares under the laws of Ireland, with registered office at Marlborough House, 21, Marlborough Rough, Donnybrook, Dublin 4, Ireland,

here represented by Maître Patrick GOEBEL, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal.
(the Shareholders)

Such proxies, after signature ne varietur by the proxy holder of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with it.

Such appearing parties, in the capacity in which they act, have requested the notary to record as follows the articles of association of a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé under the form of a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions).

1. Definitions. Capitalized terms shall have the meanings ascribed to them in these articles of incorporation (the Articles); any capitalized terms not defined herein shall have the meanings ascribed to them in the confidential offering memorandum of the Company (the Offering Document), unless inconsistent with the context, or otherwise specified. In the event of any inconsistency between the Offering Document and these Articles, these Articles will prevail.

2. Denomination and Form.

2.1 There exists an investment company with variable capital - specialised investment fund (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé) under the form of a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) under the name of "Greenman Investments S.C.A., SICAVFIS" (the Company).

2.2 The Company shall be governed by the act of 13 February 2007 relating to specialized investment funds, as amended (the 2007 Act) and by the act of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the 1915 Act) (provided that in case of conflicts between the 1915 Act and the 2007 Act, the 2007 Act shall prevail) as well as by these Articles.

3. Duration - Dissolution.

3.1 The Company is formed for an unlimited period of time. The Company will however be automatically put into liquidation upon the termination of a compartment, if no further compartment is active at that time.

3.2 The Company may be dissolved with the consent of the General Partner (as defined below) by a resolution of the Shareholders (as defined below) adopted in the manner required for the amendment of these Articles, as prescribed in article 25 hereto as well as by the 1915 Act.

4. Corporate Object.

4.1 The exclusive purpose of the Company is to invest its funds in assets with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders (the Shareholders or individually a Shareholder) the results of the management of its assets to the fullest extent permitted under the 2007 Act but in any case subject to the terms and limits set out in the Offering Document.

4.2 Furthermore, the Company is entitled to take any action which may seem necessary or useful in order to achieve or to further the corporate purpose on the basis and within the limits of the 2007 Act.

5. Registered Office.

5.1 The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the General Partner and to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of the Shareholders (the General Meeting).

5.2 The General Partner shall further have the right to set up branches, offices, administrative centers and agencies wherever it shall deem fit, either within or outside of the Grand Duchy of Luxembourg.

5.3 In the event that the General Partner determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such a temporary transfer of the registered office abroad will not affect the Company's valid existence under Luxembourg law.

6. Share Capital - Classes - Compartments - Form of Shares.

6.1 The capital of the Company shall be represented by fully paid up Shares (the Shares and individually a Share) of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company. The minimum capital, increased by the share premium (if any), shall be as provided by law, i.e. one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000) or the equivalent in any other freely convertible currency. The minimum subscribed capital increased by issuance premiums (if any) of the Company must be achieved within twelve months after the date on which the Company has been admitted to the list referred to article 43 (1) of the 2007 Act.

6.2 The share capital of the Company shall be represented by the following classes of Shares (the Classes and individually a Class) of no par value:

(a) the management shares (the GP Shares) which shall be reserved to the General Partner, as unlimited shareholder (actionnaire gérant commandité) of the Company and which gives its holder the right to receive a remuneration in accordance with the provisions of the Offering Document;

(b) the ordinary shares (the Ordinary Shares) which shall be subscribed by limited shareholders (actionnaires commanditaires), and, as the case may be, the General Partner as further described in the Offering Document; and

6.3 The initial capital is EUR 31,000 divided into 30,000 Ordinary Shares which will be allocated to Premier Benchmark Property Limited and nine hundred ninety-nine (999) Ordinary Shares and one (1) GP Share which will be allocated to Greenman Investments Partners S.à r.l.

6.4 The General Partner shall determine if other different Classes or Series, the specific features of which will be described in the Offering Document, will be issued.

6.5 The General Partner may establish portfolios of assets constituting each a compartment (each a Compartment and together the Compartments) within the meaning of article 71 of the 2007 Act with one Class or with multiple Classes.

The investment objectives and restrictions of a relevant Compartment may differ from those of other Compartments. The features of a Class may differ from those of other Classes. Irrespective of the Compartments, the Company shall always be considered as one single legal entity. However, with regard to third parties, in particular towards the Company's creditors, each Compartment shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it. There will be no cross liability between the Compartments.

6.6 The General Partner may create each Compartment for an unlimited period or a limited period of time. In the latter case, at the expiry of the time of a Compartment, the Company shall redeem all the Shares in the relevant Class, in accordance with article 8. In respect of the relationships between the Shareholders, each Compartment is treated as a separate entity.

6.7 Within each Compartment, Shares can furthermore be issued in series representing all Shares of a Class issued on a valuation date (the Valuation Date).

6.8 For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Class shall, if not expressed in EUR, be converted into EUR. The capital of the Company equals the total of the net assets of all Classes and Series of all Compartments.

6.9 The Company shall issue Shares in registered form (actions nominatives) only.

6.10 All issued Shares of the Company shall be registered in the register of Shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated to that effect by the Company. This register shall contain the name of each Shareholder, its residence or elected domicile as indicated to the Company and the number of Shares held.

6.11 The entry of the Shareholder's name in the register of Shares evidences the Shareholder's right of ownership over such registered Shares. The Company shall decide whether a certificate for such entry shall be delivered to the Shareholder or whether the Shareholder shall receive a written confirmation of the shareholding. Global certificates may also be issued at the discretion of the General Partner.

6.12 Share certificates, if any, shall be signed by the General Partner. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. However, one of such signatures may be made by a person duly authorized thereto by the General Partner. In the latter case, it shall be manual. The Company may issue temporary share certificates in such form as the General Partner may determine.

7. Issue and Subscription of Shares.

7.1 The General Partner is authorized without limitation to issue an unlimited number of fully paid up Shares at any time without reserving a subscription right to the existing Shareholders.

7.2 The General Partner may allow for fractional Ordinary Shares to be issued to the nearest thousandth of an Ordinary Share. Such fractional Ordinary Shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to a participation in the net results and in the proceeds of liquidation attributable to the relevant Class on a pro rata basis.

7.3 The General Partner may impose restrictions on the frequency at which Shares shall be issued in any Class; the General Partner may, in particular, decide that Shares of any Classes shall only be issued during one or more subscription periods or at such other periodicity as provided for in the Offering Document.

7.4 The subscription of Ordinary Shares will only become effective upon the conclusion of a subscription agreement (the Subscription Agreement) between the investor and the General Partner. The Subscription Agreement may contain commitments to contribute a certain amount of cash or contribution in kind to the Company upon the receipt of draw-down notices issued by the General Partner.

7.5 The General Partner may determine any other subscription conditions such as minimum commitments, subsequent commitments, default interests or restriction of ownership. Such other conditions shall be disclosed in the Offering Document or in the Subscription Agreement.

7.6 The failure of an investor or Shareholder to make, within a specified period of time determined by the General Partner, any required contributions or certain other payments to the Company, in accordance with the terms of the Offering Document or Subscription Agreement or commitment to the Company, entitles the Company to impose on the relevant investor or Shareholder penalties determined by the General Partner and detailed in the Offering Document or in the Subscription Agreement.

7.7 Whenever the Company offers Shares for subscription, the price per Share shall either be the net asset value (the NAV) per Share as determined under article 10 of these Articles or a price determined in the Offering Document by the General Partner. Such price may be increased by a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Company when investing the proceeds of the issue and by applicable subscription fees, as determined by the General Partner. The price so determined shall be payable within a period as determined by the General Partner.

7.8 The General Partner may delegate to any manager, officer or other duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price and to deliver them.

7.9 If subscribed Ordinary Shares are not paid for, the General Partner may cancel their issue whilst retaining the right to claim its issue fees and commissions or the General Partner may convert the Shares into default Shares which may be redeemed by the Company at a price below its value as defined in the Offering Document or in the Subscription Agreement.

7.10 The General Partner may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from the auditor of the Company (réviseur d'entreprises agréé) and provided that such assets comply with the investment objectives, restrictions and policies of the relevant Compartment.

8. Redemption of Shares.

8.1 Unless otherwise stated in the Offering Document, any Shareholder may require the redemption of all or part of his/her/its Shares by the Company, under the terms and procedures set forth by the General Partner within the limits provided by law, these Articles and the Offering Document.

8.2 The General Partner may impose restrictions on the frequency at which Shares may be redeemed in any Class; the General Partner may, in particular, decide that Shares of any Class shall only be redeemed as of such Valuation Dates as provided for in the Offering Document. The General Partner may impose a lock-up period during which redemption of Shares is not allowed.

8.3 The redemption price per Share shall be paid within a period as determined in the Offering Document, provided that the share certificates, if any, and the transfer documents have been received by the Company.

8.4 The redemption price will either be equal to the NAV per Share, as determined under article 10 of these Articles or a price determined by the General Partner in accordance with the Offering Document, less such charges and commissions (if any) at the rate provided by the General Partner. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the General Partner shall determine.

8.5 If as a result of any request for redemption the number or the aggregate NAV of the Shares held by any Shareholder in any Class would fall below such minimum number or such value as determined by the General Partner, then the General Partner may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such Shareholder's holding of Shares in such Class. At the General Partner's discretion, the General Partner reserves the right to transfer any existing Shareholder who falls below the minimum shareholding requirement for one Class into another appropriate Class without charge.

8.6 Shares of any Class will not be redeemed in circumstances where the calculation of the NAV per Share of such Class is temporarily suspended by the General Partner pursuant to article 11 of these Articles.

8.7 If on any given Valuation Date, redemption requests and/or conversion requests exceed a certain level determined by the General Partner in relation to the number or value of Shares in issue in a specific Class, the General Partner may decide that all or part, on a pro rata basis for each Shareholder asking for the redemption and/or conversion of his/her/its Shares, of such requests for redemption and/or conversion will be deferred for a period and in a manner that the General Partner considers to be in the best interest of the Company. On the next Valuation Date following that period, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests.

8.8 The Company shall have the right, to satisfy payment of the redemption price to any Shareholder who agrees, in specie. This will be done by allocating to the holder investments from the portfolio of assets set up in connection with such Class or Classes equal in value (calculated in the manner described in article 10 of these Articles) as of the relevant Valuation Date, on which the redemption price is calculated, to the value of the Shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such a case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other holders of Shares of the relevant Class or Classes. The valuation used shall be confirmed by a special report of the auditor of the Company. The costs of any such transfers shall be borne by the transferee.

8.9 All redeemed Shares will be cancelled.

9. Restrictions on ownership of Shares.

9.1 The Company may restrict or prevent the ownership of Shares in the Company by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages or other financial disadvantages that it would not have incurred otherwise (such persons, firms or corporate bodies to be determined by the General Partner being herein referred to as Restricted Persons as further described in the Offering Document).

9.2 In particular, the issue and sale of Shares is only allowed to well-informed investors in the meaning of article 2 of the 2007 Act being understood as an institutional investor, a professional investor and any other investor, including a natural person, if the latter declares in writing his or her adhesion to the well-informed status and has invested a minimum amount of EUR 125,000 or the equivalent amount in any other freely convertible currency.

9.3 If the investor declares in writing his/her/its adherence to the well-informed status and benefits from the appreciation, from a credit institution within the meaning of Directive 2006/48/EC, an investment company within the meaning of Directive 2004/39/EC or a management company within the meaning of Directive 2009/65/EC certifying his/her/its expertise, experience and knowledge to appreciate in an adequate way the investment, then he/she/it may be allowed to invest in the Company an amount of less than EUR 125,000 or the equivalent amount in any other currency.

9.4 The General Partner is entitled to impose stricter conditions as those required by article 2 of the 2007 Act.

9.5 For such purposes the Company may:

- (a) decline to issue any Shares and decline to register any transfer of Shares, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such Shares by a Restricted Person; and/or
- (b) at any time require any person whose name is registered, or any person seeking to register the transfer of Shares on the register of Shareholders, to furnish it with any information, supported by affidavit, which the Company may consider necessary for the purpose of determining whether beneficial ownership of such Shareholder's Shares rests in a Restricted Person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such Shares by a Restricted Person; and/or
- (c) decline to accept the vote of any Restricted Person at any General Meeting; and/or
- (d) retain all dividends paid or other sums distributed with regard to the Shares held by the Restricted Person; and/or
- (e) where it appears to the Company that a Restricted Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of Shares, direct such Shareholder to sell his Shares and to provide to the Company evidence of the sale. If such Shareholder fails to comply with the direction, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such Shareholder all Shares held by such Shareholder; and/or
- (f) compulsorily redeem all Shares held by the Restricted Person at a price based on the latest calculated NAV, less a penalty fee equal to, in the absolute discretion of the General Partner, either (i) a percentage of the NAV of the relevant Shares determined by the General Partner and set out in the Offering Document or (ii) the costs incurred by the Company as a result of the holding of Shares by the Restricted Person (including all costs linked to the compulsory redemption).

10. Calculation of NAV. General

10.1 The Company, each Compartment, each Class and Series have a NAV determined in accordance with Luxembourg Law and the Articles as of each Valuation Date.

Calculation of the NAV

10.2 The Company or its administrator (the Administrator) under the supervision of the Company, shall compute the NAV per Compartment, Class and Series as follows:

(a) The NAV of each Compartment, Class and Series shall be calculated in the Reference Currency of the Compartment, Class and Series as it is stipulated in the relevant Special Section in good faith in Luxembourg on each valuation date as stipulated in the relevant Special Section.

(b) The Administrator shall under the supervision of the General Partner calculate the NAV as follows: each Class and Series participate in the Compartment according to the portfolio and distribution entitlements attributable to each such Class and Series. The value of the total portfolio and distribution entitlements attributed to a particular Class and Series of a particular Compartment on a given Valuation Date adjusted with the liabilities relating to that Class and Series on that Valuation Date represents the total NAV attributable to that Class and Series of that Compartment on that Valuation Date. The assets of each Class will be commonly invested within a Compartment but subject to different fee structures, distribution, marketing targets, currency or other specific features as it is stipulated in the relevant Special Section. A separate NAV per Share, which may differ as consequence of these variable factors, will be calculated for each Class as follows: the NAV of that Class of that Compartment on that Valuation Date divided by the total number of Shares of that Class of that Compartment then outstanding on that Valuation Date.

(c) For the purpose of calculating the NAV per Class/Series of a particular Compartment, the NAV of each Compartment shall be determined by calculating the aggregate of:

(i) the value of all assets of the Company which are allocated to the relevant Compartment in accordance with the provisions of the Articles; less

(ii) all the liabilities of the Company which are allocated to the relevant Compartment in accordance with the provisions of the Articles, and all fees attributable to the relevant Compartment, which fees have accrued but are unpaid on the relevant Valuation Date.

(d) The total net assets of the Company will result from the difference between the gross assets (including the market value of Investments owned by the Company and its Intermediary Vehicles) and the liabilities of the Company based on a consolidated view, provided that

(i) the equity or liability interests derived from these financial statements will be adjusted to take into account the fair (i.e., discounted) value of deferred tax liabilities as determined by the Company in accordance with its internal rules;

(ii) the acquisition costs for Investments (including the costs of establishment of Intermediary Vehicle, as the case may be) shall be amortized over the planned strategic investment period of each of such Investment, as confirmed by the General Partner, or for a maximum period of five (5) years rather than expensed in full when they are incurred; and

(iii) the set up costs for the Company and any Compartment shall be amortized over a maximum period of five (5) years rather than expensed in full when they are incurred.

(e) The value of the assets of the Company will be determined as follows:

(i) the interests in unlisted funds registered in the name of the relevant Compartment or in the name of an Intermediary Vehicle shall be valued at their last official and available net asset value, as reported or provided by such funds or their agents, or at their last unofficial net asset values (i.e., estimates of net asset values) if more recent than their last official net asset values. The official or unofficial net asset value of a fund may be adjusted for subsequent capital calls and

distributions and applicable redemption charges where appropriate. The General Partner may adjust the net asset value or other valuation so provided where the General Partner considers such net asset valuation or other valuation information does not accurately reflect the Company's or the Compartment's interests in such fund, whether because such information has been generated after a delay from the fund's own valuation point, change in markets or otherwise. The NAV is final and binding notwithstanding that it may have been based on unofficial or estimated net asset values;

(ii) the interests of Investments registered in the name of the relevant Compartment or in the name of an Intermediary Vehicle which are listed on a stock exchange or dealt in another regulated market will be valued on the basis of the last available published stock exchange or market value;

(iii) the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts, receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid, and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless it is unlikely to be received in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the General Partner may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(iv) any transferable security and any money market instrument negotiated or listed on a stock exchange or any other organized market will be valued on the basis of the last known price, unless this price is not representative, in which case the value of such an asset will be determined on the basis of its fair value estimated by the General Partner with good faith;

(v) Investments registered in the name of the relevant Compartment or in the name of an Intermediary Vehicle, other than mentioned in Clauses 10.2(e)(i) to Erreur ! Source du renvoi introuvable.(e)(iv) will be valued as more fully described in the Offering Document, provided that the General Partner may deviate from such valuation if deemed in the interest of the Company and its Shareholders.

(f) The General Partner, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset or liability of the Company in compliance with Luxembourg Law. This method will then be applied in a consistent way. The Administrator can rely on such deviations as approved by the Company for the purpose of the NAV calculation.

(g) All assets denominated in a currency other than the Reference Currency of the respective Class shall be converted at the mid-market conversion rate between the reference currency and the currency of denomination as at the Valuation Date.

10.3 For the avoidance of doubt, these provisions are rules for determining the NAV per Share and are not intended to affect the treatment for accounting or legal purposes of the assets and liabilities of the Company or any Shares issued by the Company.

10.4 For the purpose of this article 10,

(a) Shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the General Partner on the Valuation Date with respect to which such valuation is made and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be an asset of the Company;

(b) Shares of the Company to be redeemed (if any) shall be treated as existing and taken into account until the date fixed for redemption, and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

(c) where on any Valuation Date the Company has contracted to:

(i) purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

(ii) sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered by the Company shall not be included in the assets of the Company;

provided, however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Date, then its value shall be estimated by the General Partner.

10.5 Allocation of assets and liabilities

The assets and liabilities of the Company shall be allocated as follows:

(a) the proceeds to be received from the issue of Shares of any Class shall be applied in the books of the Company to the Compartment corresponding to that Class, provided that if several Classes are outstanding in such Compartment, the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of such Compartment attributable to that Class;

(b) the assets and liabilities and income and expenditure applied to a Compartment shall be attributable to the Class or Classes corresponding to such Compartment;

(c) where any asset is derived from another asset, such asset shall be attributable in the books of the Company to the same Class or Classes as the assets from which it is derived and on each revaluation of such asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant Class or Classes;

(d) where the Company incurs a liability in relation to any asset of a particular Class or particular Classes within a Compartment or in relation to any action taken in connection with an asset of a particular Class or particular Classes within a Compartment, such liability shall be allocated to the relevant Class or Classes within such Compartment;

(e) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Class, such asset or liability shall be allocated to all the Classes pro rata to their respective NAVs or in such other manner as determined by the General Partner acting in good faith, provided that (i) where assets of several Classes are held in one account and/or are co-managed as a segregated pool of assets by an agent of the General Partner, the respective right of each Class shall correspond to the prorated portion resulting from the contribution of the relevant Class to the relevant account or pool, and (ii) such right shall vary in accordance with the contributions and withdrawals made for the account of the Class, as described in the Offering Document, and finally (iii) all liabilities, whatever Class they are attributable to, shall, unless otherwise agreed upon with the creditors, be binding upon the Company as a whole;

(f) upon the payment of distributions to the Shareholders of any Class, the NAV of such Class shall be reduced by the amount of such distributions.

10.6 General Rules

(a) all valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with Luxembourg law;

(b) the NAV as of any Valuation Date and calculated up to four decimal points will be made available to Investors as further determined in the Offering Document;

(c) for the avoidance of doubt, the provisions of this article 10 are rules for determining the NAV and are not intended to affect the treatment for accounting or legal purposes of the assets and liabilities of the Company, of any of its Compartment or any Shares;

(d) claims of the Company against Investors in respect of undrawn commitments shall not be taken into account for the purpose of the calculation of the NAV;

(e) different valuation rules may be applicable in respect of a specific Compartment as further laid down in the Offering Document; and

(f) additional general rules may be determined by the General Partner and laid down in the Offering Document.

11. Suspension of the Calculation of the NAV. Suspension Events

11.1 The Company may at any time and from time to time suspend the determination of the NAV of Shares of any Compartment and/or the issue of the Shares of such Compartment to subscribers and/or the redemption of the Shares of such Compartment from its Shareholders and/or conversions of Shares of any Class in a Compartment in any of the following circumstances:

(a) when one or more stock exchanges or markets, which provide the basis for valuing a substantial portion of the investments, or when one or more foreign exchange markets in the currency in which a substantial portion of the investments are denominated, are closed otherwise than for ordinary holidays or if dealings therein are restricted or suspended;

(b) when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the responsibility and the control of the General Partner, disposal of the investments is not reasonably or normally practicable without being seriously detrimental to the interests of the Shareholders;

(c) in the case of a breakdown in the normal means of communication used for the valuation of any investment of the Company or if, for any reason beyond the responsibility of the General Partner, the value of any Investment may not be determined as rapidly and accurately as required;

(d) if, as a result of exchange restrictions or other restrictions affecting the transfer of funds, transactions on behalf of the Company are rendered impracticable or if purchases and sales of the Company's assets cannot be effected at normal rates of exchange;

(e) when for any other reason, the prices of any investments within a Compartment cannot be accurately determined;

(f) upon the publication of a notice convening a General Meeting for the purpose of winding-up the Company or any Compartment(s);

(g) when the suspension is required by law or legal process; and/or

(h) when for any reason the General Partner determines that such suspension is in the best interests of Shareholders.

Notification and Effects of Suspension

11.2 Any such suspension may be notified by the Company in such manner as it may deem appropriate to the persons likely to be affected thereby. The Company shall notify all Shareholders of the relevant Compartment of such suspension.

11.3 Such suspension as to any Compartment will have no effect on the calculation of the NAV per Share, the issue and conversion of Shares of any other Compartment.

11.4 Any request for subscription and conversion will be irrevocable except in the event of a suspension of the calculation of the NAV per Share in the relevant Compartment, in which case Shareholders may give notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Company before the end of the suspension period, such application will be dealt with on the first Valuation Date, as determined for each relevant Compartment, following the end of the period of suspension.

12. Investment Policy, Investment Restrictions, Management Company and Committees.

12.1 The General Partner, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine (i) the investment policies to be applied in respect of each Compartment, (ii) any restrictions which shall from time to time be applicable to the investment of the Company's and its Compartments' assets, in accordance with the 2007 Act and other applicable laws and regulations, (iii) the hedging strategy to be applied to specific Classes within particular Compartments (iv) the course of conduct of the management and business affairs of the Company, all within the investment policies and restrictions and (v) as the case may be the appointment of a management company (the Management Company) in accordance with the act of 12 July 2013 on alternative investment fund managers.

12.2 The General Partner or, as the case may be, the Management Company, acting in the best interests of the Company, may decide, in accordance with the terms of the Offering Document, that (i) all or part of the assets of the Company or of any Compartment be co-managed on a segregated basis with other assets held by other investors, including other funds and/or their compartments, or that (ii) all or part of the assets of two or more Compartments be co-managed on a segregated or on a pooled basis.

12.3 The General Partner or, as the case may be, the Management Company may establish one or more advisory committees (the Advisory Committee) dedicated to a relevant Compartment and determine the functions of such Advisory Committee including recommendations and advices in relation to the management and affairs of the Company in respect of the relevant Compartment. The denomination of the Advisory Committee and the rules concerning the composition, functions, duties, remuneration of the said committee shall be as set forth in the Offering Document.

13. Liability of Shareholders.

13.1 The owners of Ordinary Shares are only liable up to the amount of their capital contribution made to the Company.

13.2 The General Partner's liability shall be unlimited.

14. General Meetings.

14.1 The annual General Meeting will be held each year in Luxembourg on the last Wednesday of June at 14h00 (Luxembourg time). If such day is not a Business Day (as defined in the Offering Document), the General Meeting will be held on the preceding day which is a Business Day.

14.2 Other General Meetings may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

14.3 A representative of the General Partner shall chair all General Meetings.

14.4 Any Shareholder may participate in a General Meetings by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) the Shareholders attending the General Meeting can be identified, (ii) all persons participating in the General Meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the General Meeting is performed on an on-going basis and (iv) the shareholders can properly deliberate, and participating in a General Meeting by such means shall constitute presence in person at such General Meeting.

14.5 The Shareholders of a Compartment may hold, at any time, General Meetings to decide on any matters that relate exclusively to such Compartment.

14.6 In addition, the Shareholders of any Class may hold, at any time, General Meetings to decide on any matters that relate exclusively to such Class.

15. Notice, Quorum, Proxies, Majority.

15.1 The notice periods and quorum rules required by the 1915 Act shall apply with respect to the General Meeting, as well as with respect to the conduct of such meetings, unless otherwise provided in the Articles.

15.2 Each Share is entitled to one vote. A Shareholder may act at any General Meeting of Shareholders by appointing another person as his proxy in writing whether in original or by telefax, telegram or telex.

15.3 Except as otherwise required by law or by these Articles, resolutions at a General Meeting will be passed by a simple majority of those present or represented and voting with the consent of the General Partner.

15.4 The General Partner may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders for them to take part in any General Meeting.

16. Convening Notice.

16.1 The General Partner shall convene General Meetings. Convening notices for every General Meeting shall contain the agenda.

16.2 Notices by mail shall be sent eight (8) days before the General Meeting to registered Shareholders, at the Shareholder's address on record in the register of Shareholders.

16.3 Where all the Shares are in registered form, the convening notices may be made by registered letters only.

16.4 If all the Shareholders are present or represented at a General Meeting, and if they state that they have been informed of the agenda of the General Meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

17. Powers of the General Meeting. Any regularly constituted General Meeting of the Company, a relevant Compartment or Class shall represent the entire body of the Company that Compartment or Class. It may only resolve on any item whatsoever only with the agreement of the General Partner.

18. Management.

18.1 The Company shall be managed by Greenman Investments Partners S.à r.l. (the General Partner) and who shall be the liable general shareholder (actionnaire commandité gérant) and who shall be personally, jointly and severally liable with the Company for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Company.

18.2 The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest which are not expressly reserved by law or by these Articles to the General Meeting.

18.3 The General Partner shall namely have the power to carry out the purpose of the Company on its behalf, to perform all acts, enter into and perform all contracts and other undertakings that it may deem necessary, advisable or incidental thereto.

19. Depositary.

19.1 To the extent required by the 2007 Act, the Company shall appoint a depositary as defined by the Luxembourg act of 5 April 1993 on the financial sector, as amended from time to time (the Depositary).

19.2 Where the law of a third country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements under article 19(11)(d)(ii) of the 2013 Act, the Depositary can discharge itself of its liability provided that

(a) the Company instructed the Depositary to delegate the custody of these financial instruments to the relevant local entity;

(b) there is a written contract between the Depositary and the Company which expressly allows this discharge; and

(c) there is a written contract between the Depositary and the third party that expressly transfers the liability of the Depositary to that local entity and makes it possible for the Company to make a claim against that local entity in respect of the loss of financial instruments or for the Depositary to make such a claim on their behalf.

19.3 The Depositary shall fulfill the duties and responsibilities as provided for by the 2007 Act. If the Depositary desires to retire, the General Partner shall use its best endeavors to find a successor custodian and will appoint it in replacement of the retiring Depositary. The General Partner may terminate the appointment of the Depositary but shall not remove the Depositary unless and until a successor custodian has been appointed to act in the place thereof.

19.4 Until the Depositary is replaced, which must happen within a period of two months from the decision of the General Partner to terminate the appointment or the decision of the Depositary to retire, the Depositary shall take all necessary steps for the good preservation of the interests of the Shareholders.

20. Authorized Signature. The Company shall be bound by the corporate signature of the General Partner or by the individual or joint signatures of any other persons to whom authority shall have been delegated by the General Partner. Such authority may not be conferred to a limited partner of the Company.

21. Auditor.

21.1 The annual report of the Company shall be examined by an auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the General Meeting and remunerated by the Company.

21.2 The auditor shall fulfill all duties prescribed by the 1915 Act and the 2007 Act.

22. Accounting Year - Accounts.

22.1 The accounting year of the Company shall begin on 1 January and it shall terminate on 31 December of each year.

22.2 The accounts of the Company shall be expressed in EUR.

23. Application of Income.

23.1 The General Meeting determines, subject to the approval of the General Partner and within the limits provided by law, the Articles and the Offering Document, how the income from the Compartment will be applied with regard to each existing Class, and may declare, upon the consent of the General Partner, distributions.

23.2 For any Class entitled to distributions, the General Partner may decide to pay interim dividends in accordance with applicable laws.

23.3 Distributions may be paid in such a currency and at such a time and place as the General Partner determines from time to time.

23.4 The General Partner may decide to distribute bonus stock in lieu of cash dividends.

23.5 Any distribution that has not been claimed within five (5) years of its declaration will be forfeited and revert to the relevant Class issued in the respective Compartment.

23.6 The Company will pay no interest on a dividend declared and kept by it at the disposal of its beneficiary.

24. Merger, Dissolution and Liquidation of Compartments and of the Company. Liquidation or Merger of Compartments or Classes.

24.1 In the event that, for any reason, the value of the total net assets in any Compartment or Class has decreased to, or has not reached, an amount determined by the General Partner to be the minimum level for such Compartment or Class to be operated in an economically efficient manner or a substantial modification in the political, economic or monetary situation occurs or as a matter of economic rationalization the General Partner may decide to offer to the relevant Shareholders the conversion of their Shares into Shares of another Compartment under terms fixed by the General Partner to redeem all the Shares of the relevant Compartment or Class at the NAV per Share (taking into account projected realization prices of investments and realization expenses calculated on the Valuation Date immediately preceding the date at which such decision will take effect). The Company will serve a notice to the holders of the relevant Shares prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons for and the procedure for the redemption operations.

24.2 Any request for subscription shall be suspended as from the moment of the announcement of the termination, the merger or the transfer of the relevant Compartment.

24.3 In addition, the General Meeting of any Class or of any Compartment will, in any other circumstances and without quorum and by simple majority, have the power, subject to the approval of the General Partner, to redeem all the Shares of the relevant Compartment or Class and refund to the Shareholders the NAV of their Shares (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the Valuation Date immediately preceding the date at which such decision will take effect.

24.4 Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with a bank or credit institution as defined by the act of 5 April 1993 on the financial sector, as amended for a period of six (6) months; after such period, the assets will be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg on behalf of the persons entitled thereto.

24.5 Under the same circumstances as provided by the first paragraph of this article, the General Partner may decide to allocate the assets of any Compartment to those of another existing Compartment or to another undertaking for collective investment organized under the provisions of the 2007 Act, the act of 17 December -2010 concerning undertakings for collective investment or to another compartment within such other undertaking for collective investment and to redesignate the Shares of the Compartment concerned as shares of another compartment (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to Shareholders). Such decision will be communicated in the same manner as described in the first paragraph of this article one (1) month before its effectiveness (and, in addition, the publication will contain information in relation to the new compartment), in order to enable Shareholders to request redemption of their shares, free of charge, during such period.

24.6 Subject to the approval of the General Partner, a contribution of the assets and liabilities attributable to any Compartment to another Compartment within the Company may, in any other circumstances, be decided upon by a General Meeting of the Compartment or Class concerned for which there will be no quorum requirements and which will decide upon such a merger by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such General Meeting.

24.7 Furthermore, a contribution of the assets and liabilities attributable to any Compartment to another undertaking for collective investment referred in this article or to another compartment within such other undertaking for collective investment will require a resolution of the Shareholders of the Class or Compartment concerned taken with 50% quorum requirement of the Shares in issue and adopted at a 2/3 majority of the Shares present or represented, except when such a merger is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type (fonds commun de placement) or a foreign based undertaking for collective investment, in which case resolutions will be binding only on such Shareholders who have voted in favor of such merger.

Winding Up

24.8 The Company may at any time be dissolved by a resolution of the General Meeting, subject to the quorum and majority requirements for amendment to these Articles and subject to the consent of the General Partner.

24.9 If the assets of the Company fall below two-thirds of the minimum capital indicated in article 6, the question of the dissolution of the Company will be referred to the General Meeting of the Shareholders by the General Partner. Subject to the consent of the General Partner, the General Meeting of the Shareholders, for which no quorum will be required, will decide by simple majority of the votes of the Shares represented at the General Meeting.

24.10 The question of the dissolution of the Company will further be referred to the General Meeting of the Shareholders whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by article 6; in such event, the General Meeting will be held without any voting quorum requirements and the dissolution may be decided, upon the consent of the General Partner, by the Shareholders holding one-quarter of the votes of the shares represented at the General Meeting.

24.11 The General Meeting must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from the ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-quarter of the legal minimum, as the case may be.

24.12 Should the Company be voluntarily liquidated, then its liquidation will be carried out in accordance with the provisions of the 1915 Act and the 2007 Act. In the event of a voluntary liquidation, the Company shall, upon its dissolution, be deemed to continue to exist for the purposes of the liquidation. The operations of the Company shall be conducted by one or several liquidators, who, after having been approved by the competent regulatory body, shall be appointed by a General Meeting of the Shareholders, which shall determine their powers and compensation.

24.13 The decision to dissolve the Company will be published in the Mémorial and, if required by law, in two newspapers with adequate circulation, one of which must be a Luxembourg newspaper.

24.14 If the Company were to be compulsorily liquidated, the provision of the 2007 Act will be exclusively applicable.

24.15 The issue of new Shares by the Company shall cease on the date of publication of the notice of the General Meeting of the Shareholders, to which the dissolution and liquidation of the Company shall be proposed.

24.16 The liquidator(s) will realize each Compartment's assets in the best interests of the Shareholders and apportion the proceeds of the liquidation of each Compartment, net of all liquidation expenses, shall be distributed by the liquidators among the holders of shares in each Class in accordance with their respective rights.

24.17 Any amounts unclaimed by the Shareholders at the closing of the liquidation of the Company will be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg for a duration of thirty (30) years. If amounts deposited remain unclaimed beyond the prescribed time limit, they shall be forfeited.

25. Amendments. These Articles may be amended from time to time by a General Meeting, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg, and subject to the consent of the General Partner.

26. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined by application of the provisions of Luxembourg law, and, in particular, the 1915 Act and the 2007 Act.

Transitory provision

The first financial year shall begin today and it shall end on 31 December 2014.

The first annual General Meeting shall be held in 2015, in particular to approve the accounts of the first financial year.

Subscription and payment

The Articles having thus been established, the above-named parties have subscribed the shares as follows:

SHAREHOLDER NAME	AMOUNT OF SHARES
Greenman Investments Partners S.à r.l., prenamed:	
GP Share:	One (1)
Ordinary Shares:	Nine hundred ninety-nine (999)
Premier Benchmark Property Limited, prenamed:	
Ordinary Shares	Thirty thousand (30,000)
Total of GP Share:	One (1)
Total of Ordinary Shares:	Thirty thousand and nine hundred ninety-nine (30,999)

All the GP Shares and Ordinary Shares have been fully paid up by contribution in cash, so that the paid-in share capital is at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Statement

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed by article 26, 26-3 and 26-5 of the 1915 Act have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfillment. Further, the notary executing this deed confirms that these Articles comply with the provisions of article 27 of the 1915 Act.

Estimation of formation expenses

The appearing parties declare that the expenses, costs, fees or charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of its incorporation amount approximately to two thousand four hundred Euros (EUR 2,400.-).

Extraordinary general meeting

The appearing parties, representing the entire subscribed share capital and considering themselves as having been duly convened, immediately proceeded to the holding of a General Meeting.

Having first verified that the General Meeting was regularly constituted, the Shareholders passed with the consent of the General Partner, the following resolutions by unanimous vote:

- that the purpose of the Company has been determined and that the Articles have been set;
- that MOORE STEPHENS Audit S.A.R.L., with registered office at 2-4, rue du Chateau d'Eau, L-3364 Leudelange, Grand Duchy of Luxembourg, has been appointed as the external auditor of the Company; and
- that the address of the registered office of the Company be at 5, rue du Plébiscite, L-2341 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the said proxyholder has signed with Us, the notary, the present deed.

Signé: P. GOEBEL, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 10 avril 2014. LAC/2014/16992. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 18 avril 2014.

Référence de publication: 2014060713/595.

(140070020) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

Luxcrochet S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8279 Holzem, 28, route de Capellen.

R.C.S. Luxembourg B 186.541.

— STATUTS

L'an deux mille quatorze, le quatre avril.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A comparu:

VALEX TRADING SA, société anonyme existant et gouvernée par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à L-2212 Luxembourg, 6, Place de Nancy, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 32.593,

ici représentée par Madame Sebastiana Angela GRIMME, commerçante, née à Solothurn (CH), le 11 juin 1970, demeurant à L-8440 Steinfort, 41a, route de Luxembourg, en vertu d'une procuration lui délivrée.

Laquelle comparante a, par son mandataire, arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'elle va constituer:

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé par les comparants une société anonyme de droit luxembourgeois, régie par les lois y relatives ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. Dénomination. La société prend la dénomination de Luxcrochet S.A.

Art. 3. Durée. La société est constituée pour une durée illimitée. Elle peut être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires, délibérant comme en matière de modification des statuts.

Art. 4. Siège social. Le siège social est établi dans la Commune de Mamer. Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale des actionnaires. Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège social avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège pourra être transféré provisoirement par décision du conseil d'administration à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure provisoire puisse avoir effet sur la nationalité de la société, laquelle nonobstant ce transfert provisoire du siège social, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert sera faite et portée à la connaissance du public, par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

La société peut établir, par simple décision du conseil d'administration des sièges administratifs, succursales, dépôts ou comptoirs au Grand-Duché ou à l'étranger.

Art. 5. Objet. La société a pour objet de s'occuper de toutes opérations relatives au commerce des textiles, notamment des produits de «Irish Crochet».

Par ailleurs la société a pour objet de s'occuper de toutes opérations relatives au commerce de toutes sortes de produits commerciaux, tels importation, exportation, achat, vente, location et transport.

La société pourra acquérir, détenir et céder des participations dans toute entreprise ou toute société, acquérir et céder tous brevets, licences et droits se rapportant directement ou indirectement à son objet social.

De manière à favoriser ou faciliter la réalisation de son objet, la société pourra faire toutes opérations commerciales, financières, industrielles, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement aux objets ci-dessus.

Elle peut s'intéresser par voie d'apport, de fusion, de souscription, de participation ou autrement, à toutes sociétés et entreprises existantes ou à créer au Luxembourg ou à l'étranger et dont l'objet serait analogue ou connexe au sien.

Art. 6. Capital social. Le capital social est fixé à la somme de 31.000,-EUR (trente et un mille euros) représenté par 310 (trois cent dix) actions au porteur d'une valeur de 100,- EUR (cent euros) chacune.

Art. 7. Modification du capital social. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant décision de l'assemblée générale, délibérant comme en matière de modification des statuts seulement avec l'accord des actionnaires. Les nouvelles actions à souscrire sont offertes de préférence aux propriétaires d'actions existantes, au prorata du nombre de leurs titres au jour de l'émission, dans le délai et aux conditions fixées par le conseil d'administration.

Art. 8. Droits et obligations attachées aux actions. Chaque action confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social.

Art. 9. Indivisibilité des actions. Chaque action est indivisible à l'égard de la société.

Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire commun pris parmi eux ou en dehors d'eux.

Au cas où une action serait détenue en usufruit et en nue-propriété, le droit de vote sera exercé en toute hypothèse par l'usufruitier.

Art. 10. Cession et transmission des actions. La cession d'actions entre vifs et leur transmission pour cause de mort sont soumises à un droit de préemption, ou de rachat au profit des autres actionnaires, et subsidiairement à un droit de rachat ou de remboursement par la société dans les conditions ci-après déterminées.

Les actions ne peuvent être cédées entre vifs à des non-actionnaires que moyennant l'agrément unanime de tous les actionnaires. Les actions ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-actionnaires que moyennant le même agrément unanime.

Dans les cas où la cession ou transmission d'actions est soumise à l'agrément des actionnaires, ces derniers ont un droit de préférence pour le rachat des actions à céder. En cas de l'exercice de leur droit de préférence par les actionnaires et en cas de désaccord sur le prix de rachat, le prix de rachat des actions se calcule sur la base du bilan moyen des trois dernières années et, si la société ne compte pas trois exercices, sur la base du bilan de la dernière ou de ceux des deux dernières années.

Art. 11. Administration. La société est gérée par un conseil d'administration d'un membre au moins, nommés par l'assemblée générale pour un terme de six ans et révocables ad nutum par eux.

Les administrateurs sortants sont rééligibles.

Le conseil d'administration fonctionne comme organe collectif. Il a vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social.

Art. 12. Conseil d'administration. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président. Le délai de convocation est de 8 jours. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs aux moins en font la demande et dans la quinzaine de pareille demande. Il ne peut délibérer que si majorité de ses membres est présente ou représentée.

Les réunions se tiennent à l'endroit indiqué dans la convocation qui doit contenir l'ordre du jour.

Art. 13. Représentation. La société se trouve valablement engagée par la signature du président du conseil d'administration, soit par la signature conjointe de deux administrateurs.

Art. 14. Délégation. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs choisis parmi ses membres. Il peut, en outre, charger de tout ou partie des missions qui lui incombent un ou plusieurs administrateurs, directeurs ou fondés de pouvoirs, dont il détermine les fonctions et les rémunérations, fixes et variables, la durée des fonctions et toutes autres conditions y afférentes.

Art. 15. Assemblée générale. Les actionnaires se réunissent chaque année en assemblée générale ordinaire au siège social ou à tout autre endroit à désigner dans les convocations, le délai de convocation est de 8 jours. Chaque fois que les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir connaissance à l'ordre du jour soumis à leur délibération, l'assemblée peut avoir lieu sans convocations préalables.

Art. 16. Année sociale. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Art. 17. Surveillance. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires aux comptes.

Art. 18. Inventaire - Bilan. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire et établit les comptes annuels conformément à la loi. Tout actionnaire peut prendre au siège social communication de l'inventaire et des comptes annuels.

Art. 19. Répartition des bénéfices. L'excédent favorable du compte de résultats, déduction faite des frais généraux, amortissements et provisions, résultant des comptes annuels constitue le bénéfice net de l'exercice.

Sur ce bénéfice net, il est prélevé dix pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint le capital social, mais reprend du moment que le seuil du capital social ne sera pas atteint.

Le surplus recevra l'affectation que lui donnera l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 20. Dissolution - Liquidation. Lors de la dissolution de la société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, la liquidation sera faite par ou plusieurs liquidateurs, actionnaires ou non, nommés, selon le cas, par l'assemblée générale qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 21. Disposition générale. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur Application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2014.
- 2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2015.

Souscription et libération

Le comparante VALEX TRADING SA, précitée a souscrite à l'intégralité des actions et les a libérées en numéraire à concurrence de 25,80% de sorte que la somme de 8.000,- EUR (huit mille euros) est à la disposition de la société ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution s'élèvent approximativement à la somme 1.150,-EUR.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant la comparante préqualifiée, représentant l'intégralité du capital social, s'est constituée en assemblée générale extraordinaire à laquelle elle se reconnaît dûment convoquée, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, elle a pris les résolutions suivantes:

- 1.- Le nombre des administrateurs est fixé à trois, et celui des commissaires aux comptes à un.
- 2.- Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:
 - a) Madame Sebastiana Angela GRIMME, née à Solothurn (CH), le 11 juin 1970, demeurant à L-8440 Steinfort, 41a, route de Luxembourg
 - b) Dr Michael GRIMME, né à Neheim-Hüsten (Allemagne), le 3 avril 1959, demeurant à L-8440 Steinfort, 41a, route de Luxembourg
 - c) Monsieur Stephan DAUB, né à Heidelberg, (Allemagne), le 2 janvier 1966, demeurant à D-76275 Ettlingen, Schottmüllerstrasse, 13.
- 3.- Madame Sebastiana Angela GRIMME, préqualifiée, est nommée Présidente du conseil d'administration.
- 4.- Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes: Compliance & Control, société anonyme existant et gouvernée par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à L-2212 Luxembourg, 6, Place de Nancy, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 172.482.
- 5.- Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2019.
- 6.- L'adresse du siège social est établie à L-8279 Holzem, 28, route de Capellen.
- 7.- L'assemblée générale attribue à l'administrateur Dr Michael GRIMME, la faculté de représenter la Société dans cette fonction, par sa seule signature pour des engagements ne dépassant pas cinquante mille euros (50.000,- EUR). Au-delà de ce seuil la co-signature d'un autre administrateur sera requise.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, elle a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Sebastiana Angela GRIMME, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 08 avril 2014. Relation GRE/2014/1468. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014060790/145.

(140070088) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

EPIC Fund I Sidecar, SLP, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 186.573.

Excerpts of the limited partnership agreement (the "partnership agreement") of the partnership executed on 17 march 2014

1. Partners who are jointly and severally liable. IC I GP, S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), duly incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 19, rue de Bitbourg, 1273 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500), and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 186.222 (the "General Partner").

2. Name, Partnership's purpose and registered office.

I. Name

"EPIC Fund I Sidecar, SLP", a special limited partnership (société en commandite spéciale).

II. Purpose

The purpose of the Partnership is to build, hold and manage a portfolio of equity and equity-related investments in various European jurisdictions. The purpose of the Partnership shall be limited to building, holding and managing (including, but not limited to, investing and divesting in) a portfolio of equity and equity-related investments in companies (the "Portfolio Companies"). The Partnership shall not itself assume management functions or other entrepreneurial functions in Portfolio Companies. The Partnership shall only invest in (i) corporations or (ii) in partnerships if such partnerships are not engaged in a business. The Partnership may execute, deliver and perform all contracts and other undertakings and engage in all activities and transactions as may in the opinion of the General Partner or the Manager (as defined below) be necessary or advisable in order to carry out the foregoing purposes and objectives, subject to and in accordance with the provisions of this Agreement.

III. Registered Office

19, rue de Bitbourg, 1273 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

3. Designation of the manager and their signing authority.

I. As set out in Art 22-3 of the law of 15 August 1915 relating to commercial companies, as amended, Castik Capital, S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), duly incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500), and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 186.205 is appointed as manager (gérant) (the "Manager") of the Partnership. The Manager is vested with the broadest power to represent and manage the affairs of the Partnership.

II. No partner shall be entitled to manage the affairs of the Partnership.

4. Date on which the Partnership commences and the date on which it ends. The term of the Partnership shall commence as of 17 March 2014 and shall continue for a period ending on the earlier of: (i) the 12th anniversary of the first investment date; provided that the Manager may extend the term of the Partnership annually for one-year periods with the approval of limited partners representing more than 75 % of the total capital commitment of the Partnership; or (ii) the date of occurrence of any of the events set forth below, subject to the proviso thereof: (a) dissolution of the General Partner; (b) commencement of insolvency proceedings over the General Partner's assets or rejection of a petition to commence such proceedings due to lack of assets; or (c) removal of the General Partner or from the Partnership; provided that the Partnership shall not terminate if, within ninety (90) days after such an event, limited partners holding at least 75 % of the total capital commitments to the Partnership elect to continue the business of the Partnership and to appoint a successor.

Übersetzung zum Zwecke der Eintragung

Auszug aus dem Gesellschaftsvertrag (der «Gesellschaftsvertrag») der Gesellschaft vom 17. März 2014

1. Unbeschränkt und gemeinschaftlich haftende Gesellschafter. EPIC I GP, S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend unter den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg, mit eingetragenem Gesellschaftssitz in 19, rue de Bitbourg, 1273 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, mit einem Stammkapital in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12,500) und eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 186.222 (die „Komplementärin“).

2. Name, Zweck und Sitz der Gesellschaft.

I. Name

EPIC Fund I Sidecar, SLP, eine spezielle Kommanditgesellschaft (société en commandite spéciale).

II. Zweck

Zweck der Gesellschaft ist es, einen Bestand an Eigenkapital- und Eigenkapitalähnlichen Investitionen in verschiedenen Europäischen Jurisdiktionen aufzubauen, zu halten und zu verwalten. Der Zweck der Gesellschaft soll auf den Aufbau, das

Halten und die Verwaltung (einschließlich, aber nicht beschränkt auf die Investition und Veräußerung) eines Bestandes an Eigenkapital- und Eigenkapital-ähnlichen Investitionen in Gesellschaften (die „Portfolio-Gesellschaften“) beschränkt sein. Die Gesellschaft soll nicht selbst Verwaltungsfunktionen oder andere unternehmerische Funktionen in Portfolio-Gesellschaften übernehmen. Die Gesellschaft soll nur in (i) Kapitalgesellschaften oder (ii) Personengesellschaften, sofern solche Personengesellschaften kein Unternehmen betreiben, investieren. Die Gesellschaft kann, vorbehaltlich und in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Gesellschaftsvertrages, alle Verträge und andere Vereinbarungen unterzeichnen, zustellen und erfüllen und alle Tätigkeiten und Transaktionen vornehmen, die nach Ansicht der Komplementärin oder des Verwalters (wie untenstehend definiert) notwendig oder empfehlenswert sind um die vorgenannten Zwecke und Ziele zu realisieren.

III. Sitz

19, rue de Bitbourg, 1273 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

3. Bezeichnung der Geschäftsführer und Zeichnungsbefugnis.

I. Wie von Artikel 22-3 des geänderten Gesetzes vom 15. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehen, wurde die Castik Capital, S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg, mit eingetragenem Gesellschaftssitz in 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxemburg, mit einem Stammkapital in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12,500) und eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 186.205 zur Verwalterin (die „Verwalterin“) der Gesellschaft bestellt. Die Verwalterin ist mit den weitest gehenden Befugnissen ausgestattet, um die Gesellschaft zu vertreten und ihre Angelegenheiten zu verwalten.

II. Kein Gesellschafter ist berechtigt, die Gesellschaft zu vertreten.

4. Gründungsdatum und Laufzeit. Die Laufzeit der Gesellschaft beginnt am 17. März 2014 und endet, je nachdem was früher eintritt: (i) am 12ten Jahrestag des Datums der ersten Investition, wobei die Verwalterin die Laufzeit der Gesellschaft jährlich für Ein Jahres-Zeiträume mit der Zustimmung von Kommanditisten, die mehr als 75 % der gesamten Einlageverpflichtungen der Gesellschaft repräsentieren, verlängern kann; oder (ii) am Datum des Eintritts eines der nachfolgend genannten Ereignisse, vorbehaltlich der jeweiligen Bedingungen: (a) Auflösung der Komplementärin; (b) Beginn eines Insolvenzverfahrens über das Vermögen der Komplementärin oder Ablehnung des Antrags auf Eröffnung eines solchen Verfahrens mangels Masse; oder (c) Entfernung der Komplementärin oder von der Gesellschaft; dabei soll die Gesellschaft nicht enden sofern innerhalb von neunzig (90) Tagen nach einem solchen Ereignis Kommanditisten, die mindestens 75 % der gesamten Einlageverpflichtungen der Gesellschaft halten, beschließen, die Gesellschaft fortzuführen und einen Nachfolger zu bestimmen.

Castik Capital, S.à r.l. on behalf of EPIC Fund I Sidecar, SLP

Michael Robert Phillips / Catherine Koch

Class A Manager / Class B Manager

Référence de publication: 2014061137/91.

(140070765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2014.

Delfi Asset S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2441 Luxembourg, 330, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 150.505.

Auszug aus dem Protokoll der Beschlüsse des alleinigen Aktionärs der Gesellschaft vom 23. April 2014 geht hervor, dass:

- Herr Jörg Wahlers als Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft mit Wirkung zum 30. April 2014 zurückgetreten ist,
- Herr Dr. Markus Warncke, geboren am 16. April 1969 in Hamburg (Deutschland), wohnhaft in D-72270 Baiersbronn Mittelal, Ellbachstrasse 9, als Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft bestellt wurde mit Wirkung zum 1. Mai 2014 und bis zur ordentlichen jährlichen Hauptversammlung, die im Jahre 2015 stattfinden wird.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Für gleichlautenden Auszug

Ein Bevollmächtigter

Référence de publication: 2014061114/15.

(140071379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2014.